

# Il n'y a pas eu que les maisons à reconstruire

*Les jeunes ont été plus secoués psychologiquement que les adultes*



**Katia Gagnon**

FERLAND-BOILLEAU

**A**près le passage des rivières en colère qui ont tout emporté sur leur passage lors des pluies torrentielles de l'an dernier, il n'y a pas eu que des maisons à reconstruire au Saguenay. Un an après le grand coup d'eau, la petite localité de Ferland-Boilleau, une des plus touchées par le sinistre, est encore secouée par les conséquences du déluge sur la centaine de jeunes du village.

Plusieurs événements sont en effet venus bouleverser la communauté de 650 habitants, à commencer par le suicide d'un jeune de 13 ans, l'automne dernier. Des actes de vandalisme ont endommagé des équipements municipaux et religieux. Des élèves brillants se sont retrouvés totalement démotivés à l'école et le taux de consommation d'alcool, de tabac et de drogue a grimpé de façon notable.

« Tout ce qu'il y a d'intervenants socio-communautaires est passé par ici pour se pencher sur nos jeunes », soupire le maire de Ferland-Boilleau, Léon Simard, qui a vu ses appréhensions confirmées par une

étude sociologique du groupe Eco-bes, qui conclut que plus la maison des jeunes a été touchée par l'inondation, plus le besoin d'aide psychologique se fait sentir.

« On dirait que les jeunes s'attendent à un autre déluge. Dès que le temps se couvre, ils deviennent inquiets. Cet événement les a totalement désarçonnés », constate M. Simard. Et les jeunes se sont murés dans le silence, comme ont pu le constater les psys venus les ausculter, qui ont eu beaucoup de difficulté à les réunir pour aborder ces problèmes.

### Solidarité

La communauté se retrouve donc avec un sérieux problème sur les bras, qu'elle tente de régler en offrant aux jeunes des façons de se changer les idées : on planifie la construction d'un parc et l'autocar pour La Baie passe désormais plus souvent dans le village. Il faut dire que les adultes, eux, ont profité du déluge pour redonner tout son sens à la vie de village. « Le déluge a développé un sentiment d'appartenance profond à la communauté et aussi au plan régional », observe Monique Otis, directrice du domaine du lac Ha! Ha!, deuxième employeur en importance de Fer-

land-Boilleau. Et Ferland-Boilleau n'est pas le seul endroit où les gens se sont rapprochés à la suite de la catastrophe naturelle. « Après avoir fusionné plusieurs villes il y a 20 ans, pour former La Baie, la solidarité entre les quartiers n'était pas toujours idéale. Avec le déluge, on est devenu une vraie ville », commente le maire Claude Richard.

Mais les résidents des villes sinistrées devront puiser encore pen-



Même si, un an après le grand coup d'eau, la machinerie est encore omniprésente à plusieurs endroits, il n'y a pas eu que des maisons à reconstruire au Saguenay. « Le tissu social a été tellement démolé que les habitudes des gens ont été totalement changées », dira M. Arthur Gobeil, président du Fonds d'aide aux entreprises.

dant des mois, voire des années dans leurs réserves de courage. Une fois la reconstruction terminée, c'est l'économie qui reste à rebâtir, commencent-ils à constater. Monique Otis en sait quelque chose : l'an dernier, elle a vu « son » lac, sur les bords duquel elle habite depuis son enfance, se vider comme un vulgaire évier.

« Si j'avais perdu un enfant, je pense que ça n'aurait pas été pire », lance-t-elle. Près de 40 emplois dépendent du centre de villégiature qu'elle gère, lequel est évidemment devenu beaucoup moins attrayant pour les habitués, qui frémissent

d'horreur à l'idée de passer leur vacances devant un cratère à moitié vidé de son eau. Mme Otis prévoit que l'eau sera revenue à l'automne et les poissons dans deux ans. Ce qui n'effacera pas le million de dollars de dommages que le déluge a causés.

Partout dans les zones sinistrées, les habitudes de consommation sont à refaire, explique Arthur Gobeil, président du Fonds d'aide aux entreprises, qui a aidé une cinquantaine de PME à recréer 200 emplois. « Le tissu social a été tellement démolé que les habitudes des gens ont été totalement chan-

gées. Plusieurs PME redémarreront au même endroit, mais malheureusement, on sait déjà qu'elles vont mourir puisque la dynamique sociale n'est plus la même. »

Mais Monique Otis, à l'image de plusieurs entrepreneurs, n'a rien perdu de son enthousiasme. « Depuis cette semaine, on voit la lumière au bout du tunnel », dit-elle, faisant fièrement visiter ses installations toutes neuves. « On parle encore du déluge de la Bible, on va parler de celui-là longtemps, mais le bon signe, c'est qu'on commence à pouvoir en rire ».

## Deux jours pour se préparer au pire

*Le barrage du lac Kénogami est devenu « le plus surveillé au Québec »*

Si des pluies diluviennes comme celles de l'an dernier se mettaient à tomber sur leur région, les Saguenéens auraient jusqu'à deux jours pour se préparer au pire grâce aux équipements sophistiqués récemment mis en place par le ministère de l'Environnement au barrage du lac Kénogami, qui est devenu « le plus surveillé au Québec », affirme le ministère.

Critiqué de toutes parts l'an dernier pour la gestion de ses barrages, le ministère de l'Environnement semble avoir appris du désastre. Depuis, on a équipé le barrage du lac Kénogami d'un modèle de prévision hydrographique avancé, mis au point par l'Institut national de recherche scientifique, qui permet de mesurer précisément l'effet des pluies sur l'ensemble des rivières de la région.

Ces équipements, couplés à un service de prévisions météorologiques de pointe, ne permettraient évidemment pas d'éviter le désastre, mais bien d'en appréhender l'ampleur, si un autre déluge inondait le Saguenay. « On aurait entre 12 et 36 heures pour réagir », indique Bertrand Bouchard, porte-parole du ministère de l'Environnement.

« On pourrait donc avertir les gens en aval de ce qui s'en vient et ils pourraient se préparer à l'avance », souligne-t-il. Mais jamais les Saguenéens ne se retrouveraient dans la position des Manitobains, qui ont eu une dizaine de jours pour empiler des sacs de sable autour de leurs maisons menacées par la crue de la rivière Rouge, précise M. Bouchard.

Le déluge a en effet eu au moins une conséquence positive : il a remis la question des barrages, négligée depuis des dizaines d'années, à l'ordre du jour. A la suite du désastre qui s'est produit à La Baie après

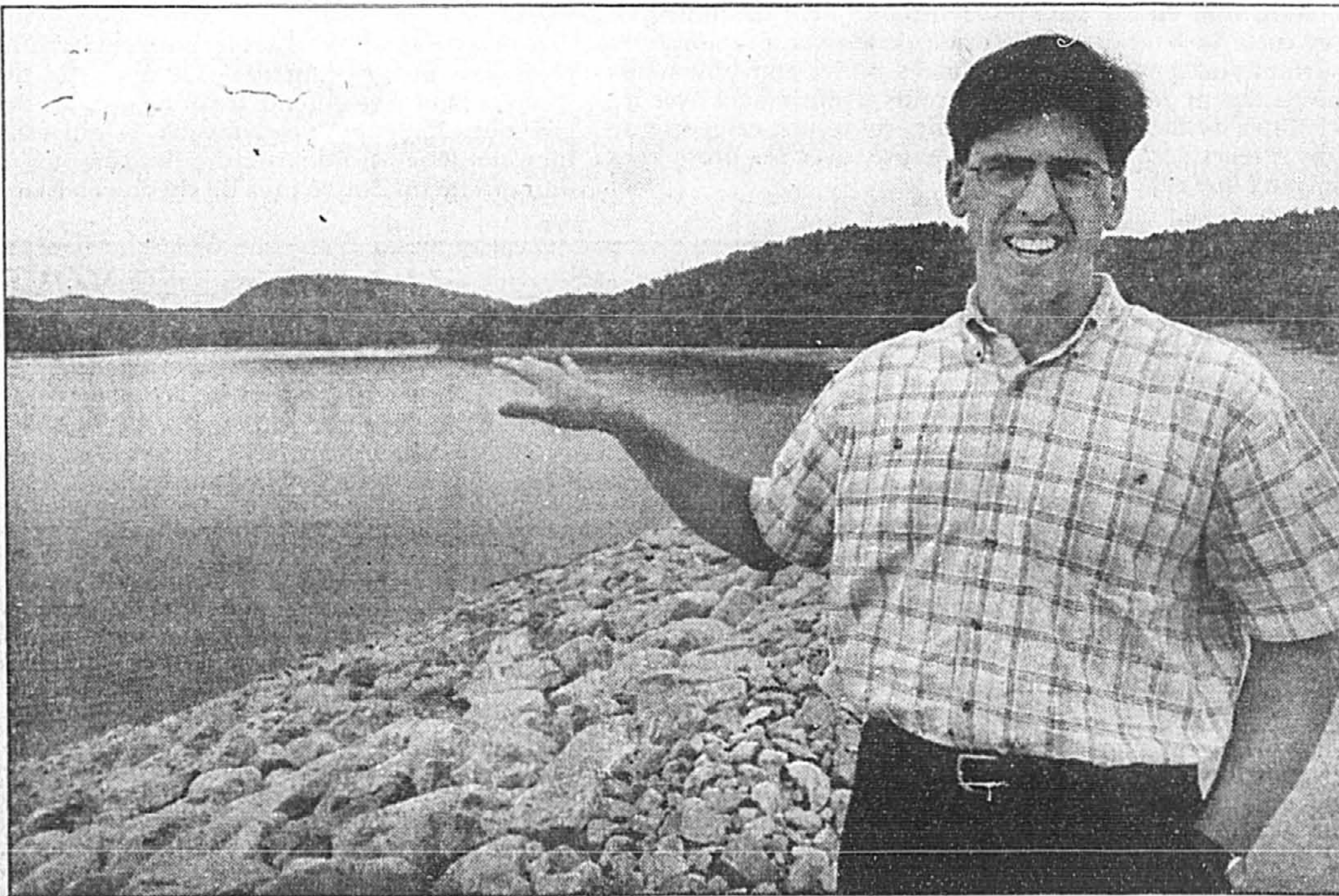
la rupture d'une vieille digue qui datait des années 20, la société papetière Abitibi-Consolidated vient de terminer la construction d'une nouvelle digue, beaucoup plus imposante que la première, longue d'un demi-kilomètre. Un autre barrage a aussi été érigé et une nouvelle prise d'eau installée à La Baie. Total des investissements : 25 millions.

« L'ancienne digue était une butte de terre, à peine visible sous la végétation qui la recouvrait. On se demande même si la compagnie savait qu'elle avait une digue à cet endroit », souligne le maire de Ferland-Boilleau, Léon Simard. « La nouvelle digue a été construite selon toutes les règles de l'art », ajoute le porte-parole de la compagnie, Claude Vincent.

### Surveillance

La fréquence de surveillance de ces nouveaux équipements — un des points noirs du déluge, souligné par la commission Nicolet — reste encore à déterminer, indique cependant M. Vincent. Au ministère de l'Environnement, c'est le même scénario : des techniciens sont sur place pour actionner le barrage, mais les spécialistes se trouvent encore à Québec. « On ne peut pas avoir un groupe de spécialistes assis sur chaque barrage du Québec », tranche Bertrand Bouchard.

Mais une chose est sûre : depuis



La société papetière Abitibi-Consolidated vient de terminer la construction d'une nouvelle digue, beaucoup plus imposante que la première. « La nouvelle digue a été construite selon toutes les règles de l'art », souligne le porte-parole de la compagnie, Claude Vincent.

un an, les craintes des citoyens face aux barrages ont diminué, en bonne partie parce qu'ils sont désormais consultés sur la gestion des équipements. Les représentants d'Abitibi-Consolidated communiquent de façon beaucoup plus régulière avec les résidents de Ferland-Boilleau, qui conservent cependant une partie de leur ressentiment face à la compagnie.

« Avant, les gens ne savaient pas à qui s'adresser chez nous. On a mis sur pied un canal de communi-

cation clair : on leur a dit à qui parler et on a discuté des problématiques qui les touchaient », plaide M. Vincent. « Ça a réduit les craintes de la population », confirme le maire de Ferland-Boilleau.

A la suite des recommandations de la commission Nicolet, un comité de gestion du bassin a aussi été mis sur pied à Lac-Kénogami, où on retrouve des représentants de tous les responsables locaux. « Après deux réunions, on en est arrivé à un consensus sur le niveau

à maintenir au lac Kénogami. C'est déjà une belle réalisation », souligne le président du comité, Paul Ruel.

« Le fait d'être dans l'ignorance de ce qui se passe augmentait beaucoup l'insécurité des gens », opine Bertrand Bouchard, qui ajoute que les gens du ministère de l'Environnement ont passé de longues heures à expliquer aux résidents de Lac-Kénogami le fonctionnement de leur modèle hydrographique.

# Éditorial

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION  
ROGER D. LANDRY  
PRÉSIDENT  
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON  
ÉDITEUR ADJOINT  
MARCEL DESJARDINS  
DIRECTEUR DE L'INFORMATION  
ALAIN DUBUC  
ÉDITORIALISTE EN CHEF

## Les oubliés de la nouvelle économie

Encore des suppressions de postes. Cette fois, c'est Bell qui annonce l'élimination d'ici trois mois de 2 200 emplois, ce qui portera à 12 200 ou près de 20 % l'abolition de postes depuis 1995 chez le géant de la téléphonie. Il ne s'agit pas d'un phénomène isolé, mais d'une autre manifestation des contre-coups de la mondialisation de l'économie. Les entreprises doivent s'ajuster, au risque de disparaître. Mais les gouvernements ne semblent pas tirer les enseignements nécessaires des bouleversements que subit le marché du travail.



Philippe Dubuisson

À première vue, les indicateurs économiques sont encourageants. Le cycle de croissance se poursuit, les taux d'intérêt demeurent bas, les déficits publics s'évaporent. Mais en même temps, les signes d'appauvrissement se multiplient, selon diverses données publiées par Statistique Canada: aggravation du chômage de longue durée, croissance des emplois précaires à temps partiel et autonomes, baisse du revenu disponible.

Le marché du travail et la situation financière des ménages subissent des pressions à deux niveaux. D'une part, les économies canadienne et québécoise poursuivent le processus d'adaptation à la nouvelle économie mondiale. Au Québec, à titre d'exemple, il s'est créé 100 000 emplois depuis 1986 dans les secteurs de la nouvelle économie, mais il s'est aussi perdu 46 000 emplois dans les secteurs en déclin. D'autre part, l'assainissement des finances publiques s'accompagne d'une hausse du fardeau fiscal qui grève le revenu disponible.

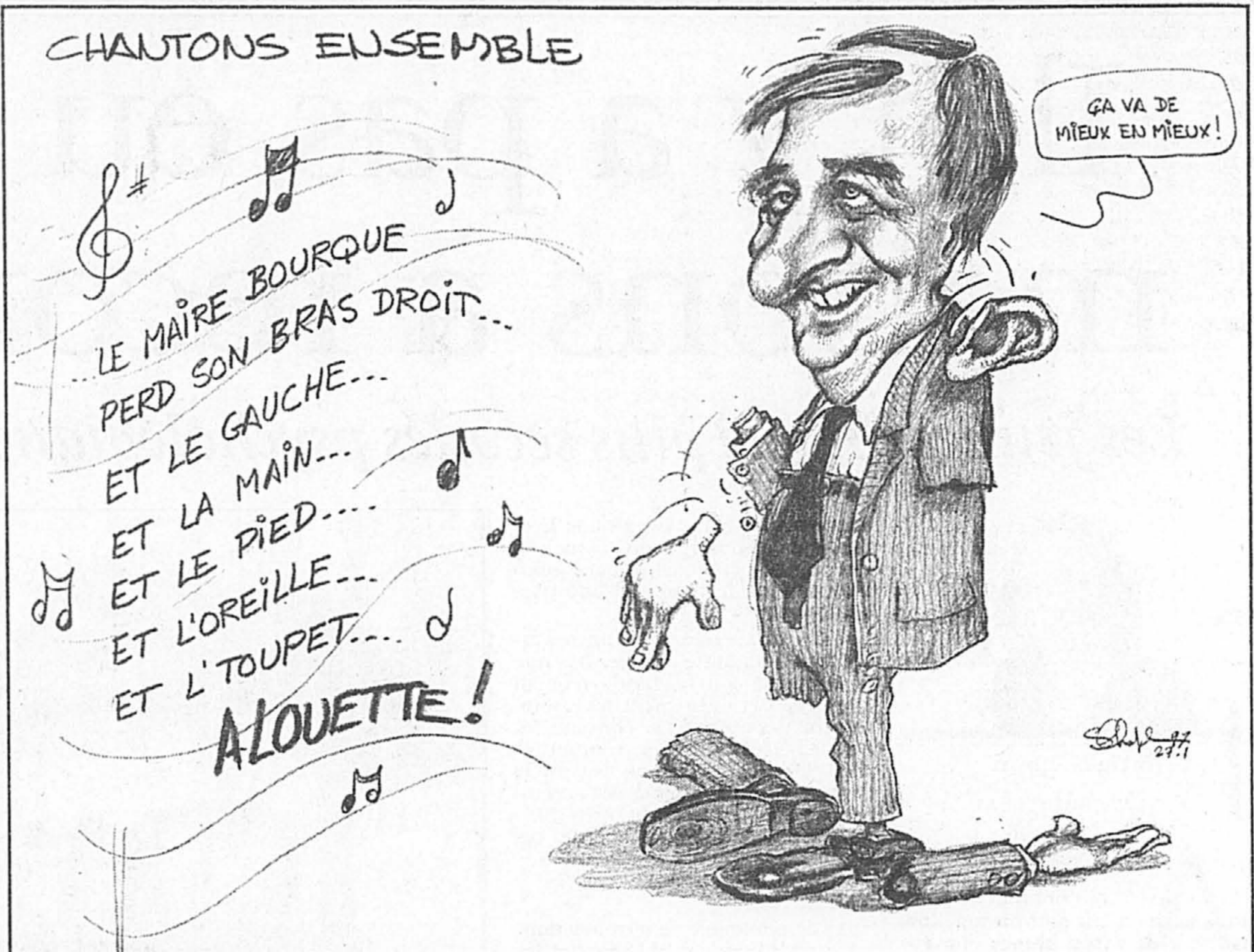
La nouvelle économie et l'assainissement des finances publiques créent ainsi des gagnants et des perdants. Qui sont ces perdants qui doivent supporter les coûts d'ajustement ?

Essentiellement, les travailleurs non spécialisés, notamment les employés de bureau, les commis, sont durement touchés par les suppressions de postes. Entre 1990 et 1996, le nombre d'emplois a augmenté de 3,9 % au Canada. Mais au cours de cette période, le nombre de travailleurs ayant fait, au plus, des études secondaires, a diminué de 14 %. À l'opposé, les emplois étaient 24 % plus nombreux pour les diplômés d'études postsecondaires et de 31 % pour les diplômés universitaires.

Ceux qui détiennent un emploi sont aussi mis à contribution. Les semaines de travail sont plus longues et les hausses des impôts directs et indirects ont pour effet de faire stagner le revenu disponible depuis 1990. En fait, près des trois quarts de l'augmentation de la richesse depuis 1980 ont été absorbés par la hausse du fardeau fiscal !

Les victimes de la nouvelle économie cherchent à s'en sortir. Phénomène rarissime il y a vingt ans, le cumul d'emplois est maintenant le fait de 66 % des travailleurs à temps complet au Canada ! D'autres acceptent un travail à temps partiel ou se réfugient dans un emploi autonome. Enfin, certains demeurent plus longtemps en situation de chômage. Le chômage de longue durée (plus d'un an sans emploi) comptait pour 16,1 % du chômage total en 1995 contre 3,6 % en 1976.

Les gouvernements adaptent très lentement les politiques publiques à cette nouvelle réalité. Sans compromettre l'objectif d'éliminer les déficits, la solution réside dans les programmes de formation professionnelle et l'aide financière à l'adaptation des travailleurs non spécialisés. Or, les programmes gouvernementaux en matière de formation sont encore pauvres, le financement des universités est à la baisse et la réforme de l'assurance-emploi a surtout visé à en restreindre l'accès. Si les gouvernements ne partagent pas davantage les coûts d'ajustement avec les victimes de la nouvelle économie, toute une catégorie de travailleurs sera laissée pour compte, avec les problèmes sociaux que cela entraîne.



DRÔITS RÉSERVÉS

## Blue Bonnets: un processus à reprendre

Le projet de gouvernement du Québec d'acheter à Montréal les terrains de l'hippodrome a provoqué une crise majeure à l'hôtel de ville. Quatre conseillers de Vision Montréal ont à ce point été indignés par cette transaction qu'ils ont quitté l'équipe de Pierre Bourque, ne laissant au maire qu'une majorité d'une voix au conseil municipal.



Alain Dubuc

Résultat, la position du maire Bourque sera encore plus précaire qu'elle ne l'était. Cela nous promet donc un climat encore plus marqué d'anarchie, de désarroi et d'incompétence d'ici les élections de l'automne 1998.

Ce fiasco s'explique évidemment par l'inaptitude à diriger une métropole du maire Bourque et de ses disciples. Mais elle résulte aussi des très mauvais calculs du ministre des Finances du Québec, Bernard Landry, quand il a mijoté le deal de Blue Bonnets.

Bernard Landry ne pensait pas d'abord à Montréal quand il a planifié l'opération de sauvetage de Blue Bonnets. Il voulait protéger la mise de 40 millions de gouvernement dans l'hippodrome et soutenir les milliers d'emplois dépendant des courses de chevaux. Les avantages pour la ville étaient beaucoup moins évidents. Et il a dû compter sur la personnalité de Pierre Bourque, affaibli, influençable et malléable pour conscrire Montréal dans son projet.

Son erreur, c'est d'avoir oublié que Pierre Bourque n'est pas un dirigeant de PME avec qui on peut signer discrètement une entente de gré à gré. M. Bourque est un élu, qui représente des citoyens, et qui est fiduciaire du bien public et qui doit rendre des comptes à une population qui ne lui donne plus de chèque en blanc.

En fait, la confiance envers le maire-jardinier est si faible que le réflexe naturel sera de rejeter à peu près tout ce qu'il peut entreprendre ou signer. Les événements des derniers jours, qui tiennent du grand guignol, ne feront que renforcer cette méfiance. Pensons aux volte-face du maire, qui, de retour de voyage s'empresse de décrire l'entente comme non finale quand nous l'avons tous vu à la télé, il y a dix jours, opiner bêtement du chef lorsque le ministre Landry en dévoilait les éléments centraux. Ou encore aux menaces de Québec qui exige une réponse de la Ville dans les 24 heures.

Nous avons déjà exprimé de sérieuses réserves sur le projet lui-même. D'abord sur la pertinence d'engloutir des fonds publics pour renflouer l'industrie des courses de chevaux. Ensuite sur le risque pour Montréal d'en sortir perdant. Le fait que Québec ait mis encore plus d'argent sur la table depuis une semaine pour calmer l'opposition semble d'ailleurs indiquer que l'offre de départ n'était pas mirobolante pour la ville.

Ce qui a maintenant été mis en relief par la crise qui secoue Vision Montréal, c'est le caractère inacceptable de l'approche employée par Québec, un deal secret, jamais débattu publiquement, jamais approuvé par le comité exécutif et encore moins par la population montréalaise.

Soyons clairs, une signature arrachée au maire Bourque n'aura jamais la crédibilité et la légitimité nécessaires pour que ce projet puisse aller de l'avant de façon harmonieuse. Pour que ce projet ait une chance de décoller, M. Landry doit absolument convaincre les Montréalais de ses vertus.

Et pour cela, le ministre doit reprendre le processus à zéro et faire en public ce qu'il a tenté de faire en dessous de la table. Ouvrir ses livres, consulter, et surtout, faire valider par le milieu montréalais la qualité de son offre à la ville et les avantages économiques de son projet qui, jusqu'ici, n'a réussi à séduire qu'un hurluberlu entre deux voyages et ses acolytes les plus serviles.

LA PRESSE ET VOUS

## Un an après le déluge...

Reportons-nous à la semaine équivalente de l'année dernière. C'était du 14 au 20 juillet 1996. Quelle semaine ! Vous souvenez-vous d'au moins trois grands événements qui ont marqué l'actualité ?

— Début des Jeux olympiques d'Atlanta avec notre Céline nationale interprétant « The Power of the Dream » devant 3,5 milliards de téléspectateurs. Des jeux qui devaient être assombrés par l'explosion d'une bombe mystérieuse qui, a entraîné la mort de deux personnes, en blessant 111 autres.

— Explosion en plein vol d'un Boeing 747 de la TWA au large de New York entraînant la mort des 230 personnes à bord. Un an plus tard, la cause réelle n'est pas encore connue.

— Mais l'événement le plus dramatique, qui a attristé tous les Québécois mais qui a aussi créé un mouvement de solidarité sans précédent, a été le véritable déluge qui a déferlé sur l'est du Québec, plus particulièrement sur la région du Saguenay. Inondations, glissements de terrains, éboulements, ruisseaux, rivières et lacs rendus

furieux, ponts emportés ou submergés, la dépression a déversé durant les premières 24 heures jusqu'à 155 mm de pluie au Saguenay, au Lac-Saint-Jean, dans Charlevoix, sur la Côte-Nord et en Haute-Mauricie, les régions qui ont le plus écopé. Ces inondations ont fait dix morts et laissé des dizaines de milliers de citoyens sans abri.

Tout le Québec a été ébranlé par cette catastrophe naturelle. Trois jours après le début de ce sinistre, la Croix-Rouge a mis rapidement et efficacement sur pied une collecte présidée par l'évêque de Chicoutimi. Dès son lancement, *La Presse* et six autres quotidiens couvrant la quasi-totalité du territoire québécois et l'est de l'Ontario ont décidé d'unir leurs efforts, au-delà de la concurrence, afin de faire appel à la générosité de la population et de venir en aide aux sinistrés. Cette collecte a rapporté trente millions de dollars.

Un an plus tard, il nous apparaissait important de rappeler ce triste anniversaire, certes, mais aussi ces moments inoubliables qui ont amené tout un peuple à se serrer les coudes, à s'entraider, à se solidariser comme jamais auparavant.

De toutes les régions du Québec

et du Canada, des francophones comme des anglophones et allophones, des deux paliers de gouvernement, des riches comme des pauvres, des mouvements et organismes de toutes sortes, de toutes les bonnes volontés individuelles et collectives sont venus le secours, l'appui, le réconfort. Une aide monétaire, physique, morale unique, exceptionnelle. Cette belle et grande solidarité doit être rappelée, un an plus tard. Lorsque la cause le mérite, tout un peuple est prêt à se retrousser les manches pour ses semblables. Aujourd'hui, *La Presse* consacre la presque totalité de son cahier PLUS au déluge du Saguenay, un an après. Un bilan de tout ce qui s'est fait depuis et de ce qui reste à faire. Un bilan chiffré mais aussi un bilan humain. C'est à lire dans ce cahier B.

Un rang pour...

La semaine dernière, dans cette rubrique, j'ai traité de la collecte annuelle de fruits et légumes organisée par Moisson Montréal et la Fédération des Moissons du Québec qui regroupe 12 Moissons, à l'initiative de *La Presse* et de l'émission *Fleurs et jardins* du réseau TVA, collecte annuelle qui se déroule sous le titre « Un rang pour ceux

qui ont faim » et qui aura lieu dans plusieurs marchés publics, samedi, le 24 août prochain.

Cette initiative a fait des petits. Plusieurs projets d'entraide ont vu le jour à Moisson Sud-Ouest grâce au dynamisme de sa directrice générale, Mme Gay Hamilton.

Ainsi, le propriétaire d'un terrain vacant a permis à Moisson Sud-Ouest de mettre sur pied un jardin collectif. On compte plus de 3 000 pieds linéaires en production. La contribution de la communauté ne manque pas : les agriculteurs locaux ont prêté de l'équipement (tracteur, herse) en plus de « prêter leurs bras » ; les fournisseurs agricoles ont donné les intrants (engrais, chaux, etc...) ; les serres du village avoisinant ont fourni la semence et les semis ; la population donne un coup de main pour labourer, semer, planter, entretenir le jardin collectif.

Par ailleurs, grâce à la générosité de la ferme Quinn, la Société d'horticulture de l'Île-Perrot a pu réaliser un projet qui mijotait depuis trois ans, soit la création d'un jardin communautaire dans l'île. Un volet « Un rang pour ceux qui ont faim » a été prévu. Tous les jardiniers sont invités à semer des légumes qui seront distribués aux or-

ganismes desservis par Moisson Sud-Ouest. Une collecte publique aura lieu le 24 août à la Ferme Quinn.

En outre, les responsables de l'agence de garde en milieu familial La Relève, de Vaudreuil-Dorion, ont eu l'idée d'inviter les enfants à semer dans le jardin du milieu familial de garde et, par la même occasion, de les sensibiliser au problème de la pauvreté. Dans la région de la Vallée de la Matapédia, un projet de jardin collectif est né à Amqui. Ce projet qui a vu le jour grâce à des jardiniers amateurs, formés de personnes à faible revenu, leur permet de combattre l'isolement et de développer une entraide mutuelle. Durant la saison estivale, ces bénévoles récoltent des légumes frais et remettent un huitième de leur production à Moisson Vallée Matapédia. Le terrain est prêté gratuitement par un cultivateur. Une rencontre est prévue cet automne pour faire la mise en conserve des surplus.

À l'exemple de ce qui s'est fait au Saguenay il y a un an, voilà d'autres exemples de solidarité pour offrir « Un rang à ceux qui ont faim ».

Claude MASSON  
Éditeur adjoint

# L'ETA s'est-elle suicidée ?

## L'assassinat de Miguel Angel Blanco a totalement bouleversé le pays

**Le tragique assassinat de Miguel Angel Blanco, dans la partie basque de l'Espagne, a ramené l'organisation terroriste basque, l'ETA, à l'avant-scène de l'actualité. Lysiane Gagnon a passé quelques jours, en décembre dernier, à San Sebastian, la capitale culturelle du pays basque. Elle évoque ici la toile de fond qui a vu naître le mouvement séparatiste basque.**

les terroristes masqués qui prétendent la défendre.

M. Blanco avait été enlevé jeudi il y a neuf jours de son domicile à Ermua, et l'ETA exigeait, en échange de sa libération, le regroupement des prisonniers « politiques » basques actuellement éparpillés dans plusieurs prisons espagnoles. Madrid n'a pas bougé, et M. Blanco était retrouvé... mais dans le coma, une heure après l'expiration de l'ultimatum.

Cette mort cruelle et insensée allait instantanément mettre le feu aux poudres. À Bilbao, San Sebastian et Victoria, les trois principales villes du pays basque, des centaines de milliers de gens descendaient dans la rue, criant vengeance contre l'ETA. C'est une foule de plusieurs milliers de personnes qui a accompagné le cortège funèbre de Miguel Angel Blanco au cimetière, aux cris de « Assassins ! ».

Le gouvernement régional basque a décrété trois jours de deuil national, et nombre d'habitants ont suspendu à leurs fenêtres des draps blancs où étaient accrochés des rubans noirs.

C'est la première fois que l'organisation séparatiste, qui fonctionne au chantage et à la terreur, se voit aussi violemment conspuée, sur son propre territoire, par autant de gens à la fois.

La mort de M. Blanco venait en quelque sorte « couronner » la reprise des activités de l'ETA, qui libérait il y a deux semaines un avocat de Bilbao dont la famille, dit-on, aurait accepté de verser une rançon astronomique. Début juillet également, la police espagnole réussissait à trouver la cache où un gardien de prison était détenu depuis un an et demi. Le pauvre homme, séquestré dans un cachot



Le jeune conseiller municipal Miguel Angel Blanco dont le cadavre reposait en chapelle ardente il y a une semaine dans le hall principal de l'hôtel de ville d'Ermua.



Lysiane Gagnon

Il y a une semaine exactement, Miguel Angel Blanco était retrouvé ligoté, agonisant, deux balles dans la tête. Il expirait 11 heures plus tard. Sa mort déclenchait une vague de colère sans précédent en Espagne.

Le jeune conseiller municipal du Parti populaire au pouvoir au pays basque n'est pas la première victime de l'ETA, cette organisation séparatiste terroriste qui a à son actif plus de 800 assassinats depuis 30 ans. Mais c'était, pourrait-on dire, une mort de trop. Celle qui a fait déborder le vase et dresse aujourd'hui la population basque contre

minuscule depuis des mois, souffre d'atrophie musculaire.

Le pays basque compte plusieurs partis politiques, dont quelques-uns sont autonomistes. Seul le parti Herri Batasuna, le « bras politique » de l'ETA, a refusé de condamner le dernier assassinat. « L'ETA vient de se suicider ! » a déclaré Inaki Anasagasti, porte-parole du Parti nationaliste basque (modéré).

Cet événement va peut-être si-

gner l'arrêt de mort de l'ETA, dont la raison d'être a du reste perdu tout son sens depuis la démocratisation de l'Espagne, démocratisation qui a en plus permis une décentralisation politique et une renaissance culturelle dont les Basques qui souffraient sous Franco n'auraient jamais pu rêver.

Il reste que l'ETA n'aurait jamais pu fonctionner aussi longtemps, et obtenir les complicités nécessaires pour multiplier les attentats, les en-

lèvements et les séquestrations, si elle n'avait bénéficié d'un certain soutien populaire, aussi diffus et limité soit-il.

Lors d'un bref séjour à San Sebastian, l'hiver dernier, j'ai eu l'occasion de rencontrer quelques indépendantistes basques, qui ne sont pas, à ce que je sache, partisans du terrorisme, mais qui en tout cas le « comprenaient »... On lira dans cette page le compte rendu de leurs propos.



La mère du conseiller municipal assassiné par l'ETA, Consuelo Garrido, est consolée par son mari Miguel, à San Sebastian.



La soeur et l'amie du conseiller Miguel Angel Blanco venues remercier de leur sympathie 10 000 manifestants devant l'hôtel de ville d'Ermua.

## Le mystère du pays basque

LYSIANE GAGNON

San Sebastian, capitale culturelle du pays basque. Un après-midi ensoleillé de décembre dernier... Jesu Mari Larrazabal et Kepa Korta, deux professeurs de philosophie, nous ont emmenés manger dans une cidrerie où de joyeuses bandes d'étudiants sont en train de fêter bruyamment le début des vacances de Noël.

On peut aller remplir son verre à de gros tonneaux qui pissent du cidre. Ou commander l'un des excellents vins du pays. Des ragouts savoureux garnis de grosses miches de pain sont posés sur les tables. Même dans les établissements bon marché, on mange bien au pays basque, mieux que partout ailleurs en Espagne, exception faite peut-être de la Catalogne, comme si les deux grandes minorités du pays voulaient se distinguer de la majorité espagnole jusque dans l'assiette... (Mais c'est peut-être aussi parce que tant l'Euskadi que la Catalogne ont été influencées par la France qui jouxte leurs frontières.)

J'essaie de comprendre ce qui peut bien motiver les terroristes de l'ETA, ce mouvement qui a commis 800 assassinats depuis 30 ans, et qui, un peu à la manière de l'IRA en Irlande du Nord, perpétue aveuglément le cycle absurde d'une violence qui ne mène nulle part.

Une Québécoise comprend vite la question des minorités. Oui, les Basques ont une langue, une culture, une histoire distinctes de celles de la majorité espagnole. Mais pourquoi la violence, dans cette Espagne aujourd'hui si paisible et démocratique ?

Sur le « pourquoi », Jesu Mari et Kepa resteront évasifs. Ils sont, disent-ils, « d'accord avec les objectifs de l'ETA, mais pas avec les moyens ».

Quoiqu'il soit difficile de compa-

rer le FLQ et l'ETA, qui a assassiné 800 personnes depuis 30 ans, les deux professeurs parlent exactement comme les indépendantistes québécois des années 60 parlaient des felquistes. Ils n'approuvent pas, mais comprennent les motivations des jeunes qui continuent, bon an mal an, d'adhérer à l'organisation clandestine en petit nombre, certes, mais en nombre suffisant pour qu'elle continue d'opérer.

Et ces jeunes, qui sont-ils ? Des chômeurs ? Des marginaux ? « Pas du tout, dit Jesu Mari, ce sont des jeunes comme nos étudiants. Des jeunes comme ceux que vous voyez ici. »

Je regarde autour de moi. Parmi ces jeunes en train de célébrer gaiement la fin des classes en chantant des chansons populaires basques et espagnoles, peut-être y en a-t-il un ou deux, ou dix, qui voient les tireurs de l'ETA comme des héros, et qui sont prêts à prendre le risque de finir leur vie en prison comme les 500 prisonniers « politiques » basques disséminés à travers l'Espagne.

**Une langue ultra-minoritaire**

Selon un récent sondage du gouvernement régional basque, 34 % des habitants du pays basque espagnol se considèrent comme « exclusivement basques » ; 16 % s'estiment « plus basques qu'espagnols » ; 9 %, « plus espagnols que basques » ; 8 %, « exclusivement espagnols » ; 4 % ne se prononcent pas. Le même sondage montre également que le sentiment identitaire basque est plus fort chez les moins de 30 ans.

Mais de la conscience de sa spécificité culturelle à la volonté séparatiste, il y a une marge. Si la majorité des Basques seraient contents de se voir reconnaître le droit à l'autodétermination (quitte à ne pas s'en servir), même les militants nationalistes estiment qu'advenant un référendum, le

« vrai vote » indépendantiste ne dépasserait pas 20 %. Le parti HB, qui est, comme le Sinn Fein en Irlande du Nord, le « bras politique » de l'ETA, ne va pas chercher plus de 14 % des suffrages aux élections régionales.

Parce qu'elle est un rameau de l'ancienne Occitanie qui recouvrait naguère le nord-est de l'Espagne, et que sa langue est proche du français, la Catalogne est plus facile à décoder que l'Euskadi. L'origine des Basques se perd dans la nuit des temps.

On ne sait même pas exactement d'où vient leur langue, la seule en Europe avec le hongrois, le finlandais et l'estonien, à ne pas être de souche indo-européenne. (Qui plus est, ces trois dernières langues viennent de la même souche. Le basque semble seul au monde dans sa catégorie.)

Cela fait du basque une langue ultra-minoritaire, qui d'ailleurs est minoritaire même au pays basque. À peine le quart des gens la parlent encore, encore moins peuvent l'écrire, et l'on ne trouvera pas un Basque qui ne parle et n'écrive couramment l'espagnol.

Même le directeur du journal nationaliste *Egunkaria* (le seul quotidien en langue basque), Martxelo Otanendi, a appris la langue à 18 ans, et avoue qu'il écrit mieux en espagnol. Sa mère parlait le basque mais ne pouvait l'écrire ; encore aujourd'hui, elle est incapable de lire le journal que son fils dirige !

Le basque, en somme, n'était qu'une langue familiale et cruellement réprimée jusqu'à ce que l'Espagne postfranquiste s'engage sur la voie de la décentralisation et reconnaisse une certaine autonomie à ses provinces minoritaires. Aujourd'hui, le gouvernement basque a des pouvoirs relativement étendus, le basque est enseigné dans les écoles au même titre que l'espagnol, et toutes les inscriptions publiques sont bilingues.

La langue, donc, renaît par les jeunes. Les journalistes de *Egunkaria* ont tous moins de 30 ans et ont été scolarisés (au moins en partie) en basque.

**Un passé d'oppression**

Kepa, Jesu Mari et Martxelo gardent en mémoire l'impitoyable répression dont le pays basque fut victime sous le régime franquiste. C'est de cette histoire qu'est née la violence de l'ETA.

Kepa fut baptisé Pedro. « même nos prénoms nous étaient interdits ! » dit-il. Sa tante a été tonduë et forcée à demander pardon à ses covillageois pour avoir été surprise à parler basque en public. Le père de Jesu, militant nationaliste antifranquiste, a passé sept ans dans une cellule de condamné à mort.

Martxelo Otanendi, un ancien animateur de télé, a endossé la cape du missionnaire en prenant la direction du premier et seul quotidien en langue basque (le pays basque compte par ailleurs 12 quotidiens en espagnol).

« Notre défi, dit-il, est de créer une mentalité nationale. Cela passe par mille détails. El Pais (le plus grand journal d'Espagne) a consacré trois pages à la mort de Lola Flores (une artiste espagnole), nous on lui a donné un entrefilet. Nous privilégions les créateurs basques, l'actualité basque, nous rendons compte de toutes les nuances de l'activité nationaliste... »

Martxelo doit tempérer l'ardeur de ses jeunes reporters, dont certains sont très militants. « Le journal doit rester le plus neutre possible, car notre lectorat est très divisé, notamment sur la question de l'ETA ; le tiers des lecteurs l'appuie, un autre tiers est contre, et enfin, le dernier tiers trouve que l'ETA prend de mauvais moyens mais a quand même contribué à faire avancer la cause basque en forçant Madrid à bouger ; nombreux aussi sont ceux qui, sans approuver le terrorisme, s'inquiètent

du traitement infligé aux prisonniers basques dans les prisons espagnoles... Toutes ces questions sont si controversées, et si explosives, que le journal ne peut avoir d'éditorial. Nous nous contentons d'ouvrir la page d'opinions à toutes les tendances. »

Le journal, qui ne tire qu'à 12 000 exemplaires, est financé à 14 % par le gouvernement basque, le reste du financement venant des annonces et de dons.

Ici au moins, il s'agit de souscriptions... volontaires, contrairement à celles que l'ETA extirpe à coup d'attentats, de menaces et de séquestrations. Début juillet, les terroristes libéraient un deuxième otage, un avocat de Bilbao séquestré depuis novembre 96, dont la famille aurait payé une rançon qui irait entre 10 et 20 millions de dollars.

Pourtant, parallèlement à ce terrorisme persistant que les circonstances actuelles ne justifient aucunement, le pays basque s'épanouit sur tous les plans.

Comme pour la Catalogne, l'Irlande et combien d'autres petits pays, c'est l'Europe qui a changé la donne, l'Europe qui permet aux petites cultures de se dégager du cadre national. L'espoir de Martxelo est que l'entité basque puisse un jour faire partie directement de l'Europe, regroupée avec la partie basque de la France... où le courant séparatiste est toutefois encore plus minoritaire qu'au sud de la frontière.

Il préférerait, quant à lui, se retrouver ambassadeur aux Nations unies « à côté de l'ambassadeur du Québec ! » dit-il sans ironie... Car il va sans dire que les nationalistes basques et catalans n'ignorent rien de ce qui se passe au Québec. Ils n'ont pas pour autant l'intention de réclamer un référendum sur l'indépendance. « On ne fait pas un référendum pour le perdre, dit Martxelo, sauf quand, comme au Québec, on le perd de peu. »



# La tortue saguenéenne



juillet 1996

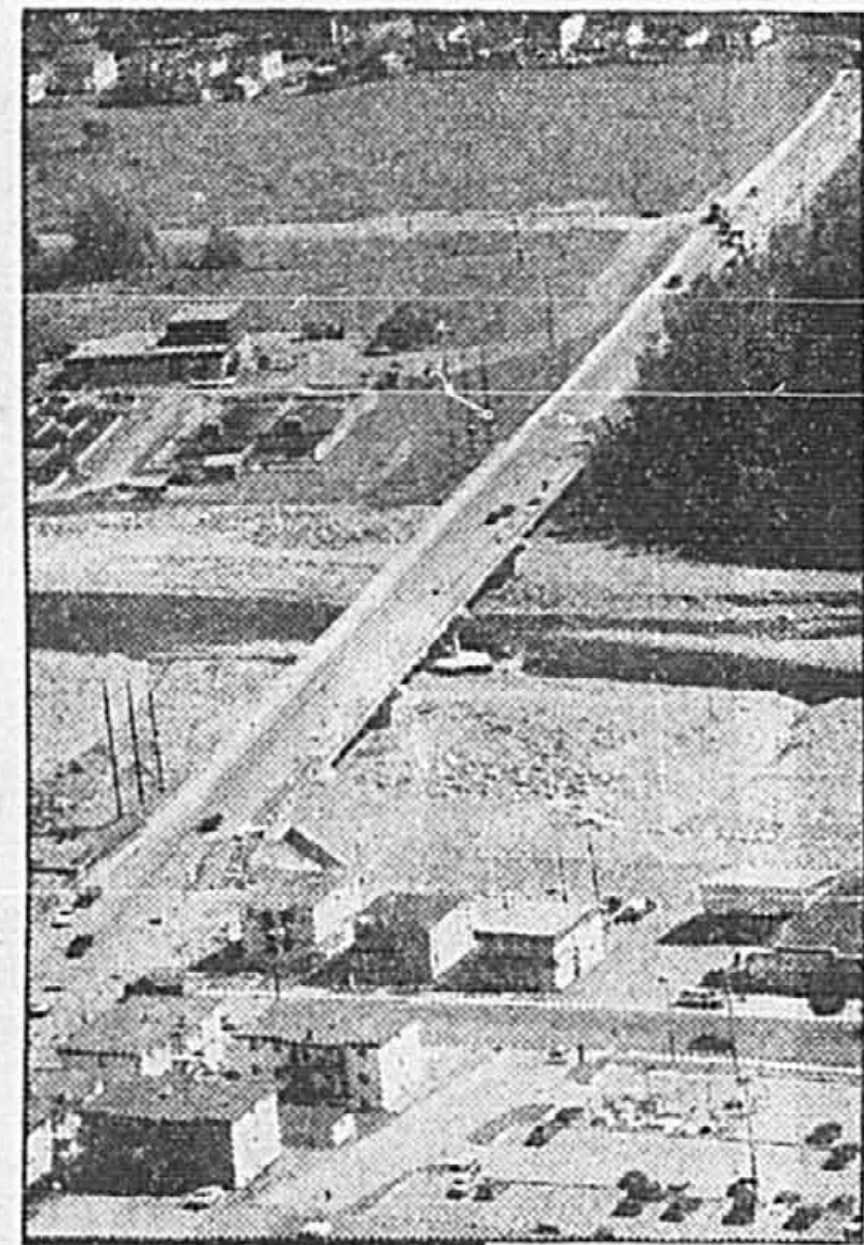


juillet 1997

Dévasté lors de la crue de la rivière Chicoutimi, le quartier du Bassin, à Chicoutimi, porte encore les cicatrices saisissantes du déluge. Plus d'une douzaine de maisons avaient été emportées.

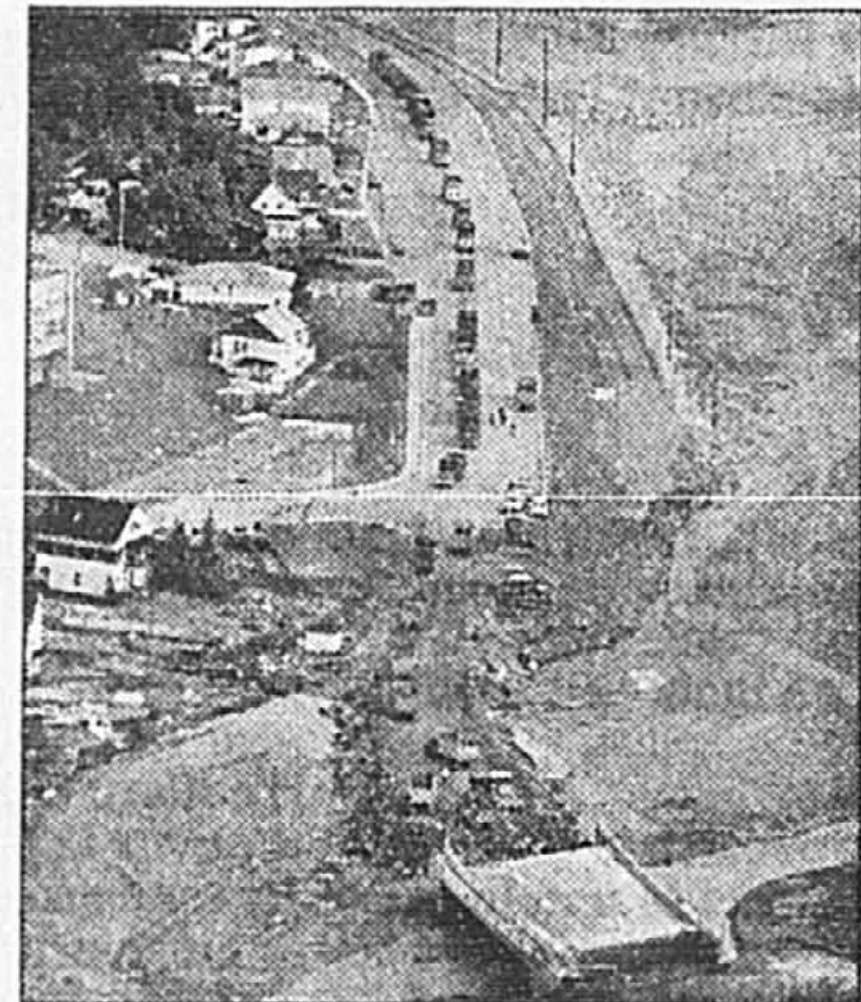


juillet 1996

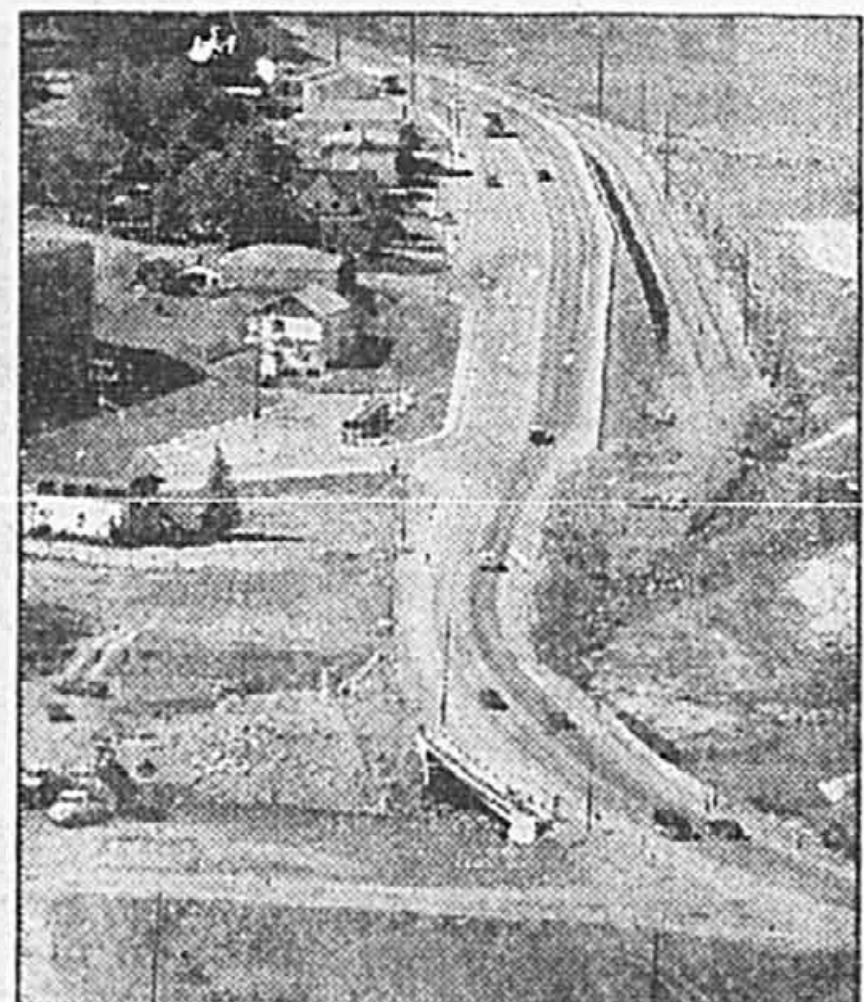


juillet 1997

Il y a eu fort à faire, depuis un an, le long de la rivière des Ha! Ha!, à La Baie, qui avait été gonflée quand le réservoir du lac Ha! Ha! s'est carrément vidé. Ici, c'est un pont qu'on a rebâti.

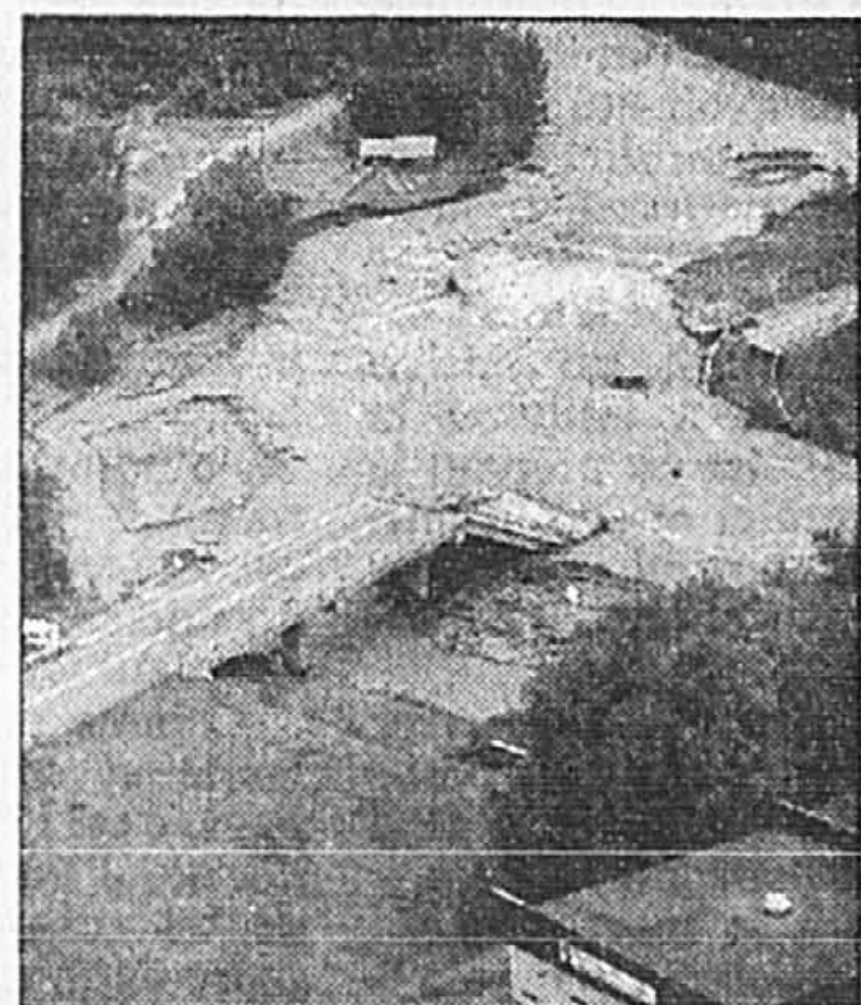


juillet 1996

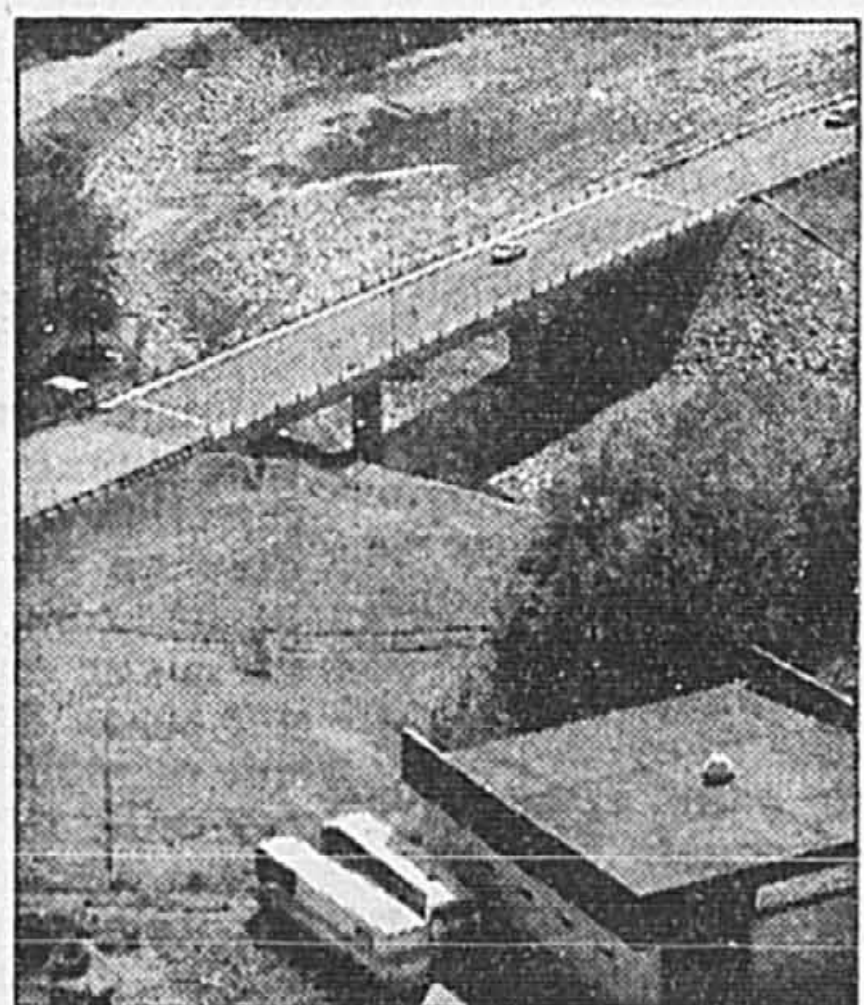


juillet 1997

La route reliant les quartiers Port-Alfred et Grande-Baie, à La Baie, qui avait cédé dans le déchaînement de la rivière des Ha! Ha!, est un autre des ouvrages qu'il a fallu refaire.

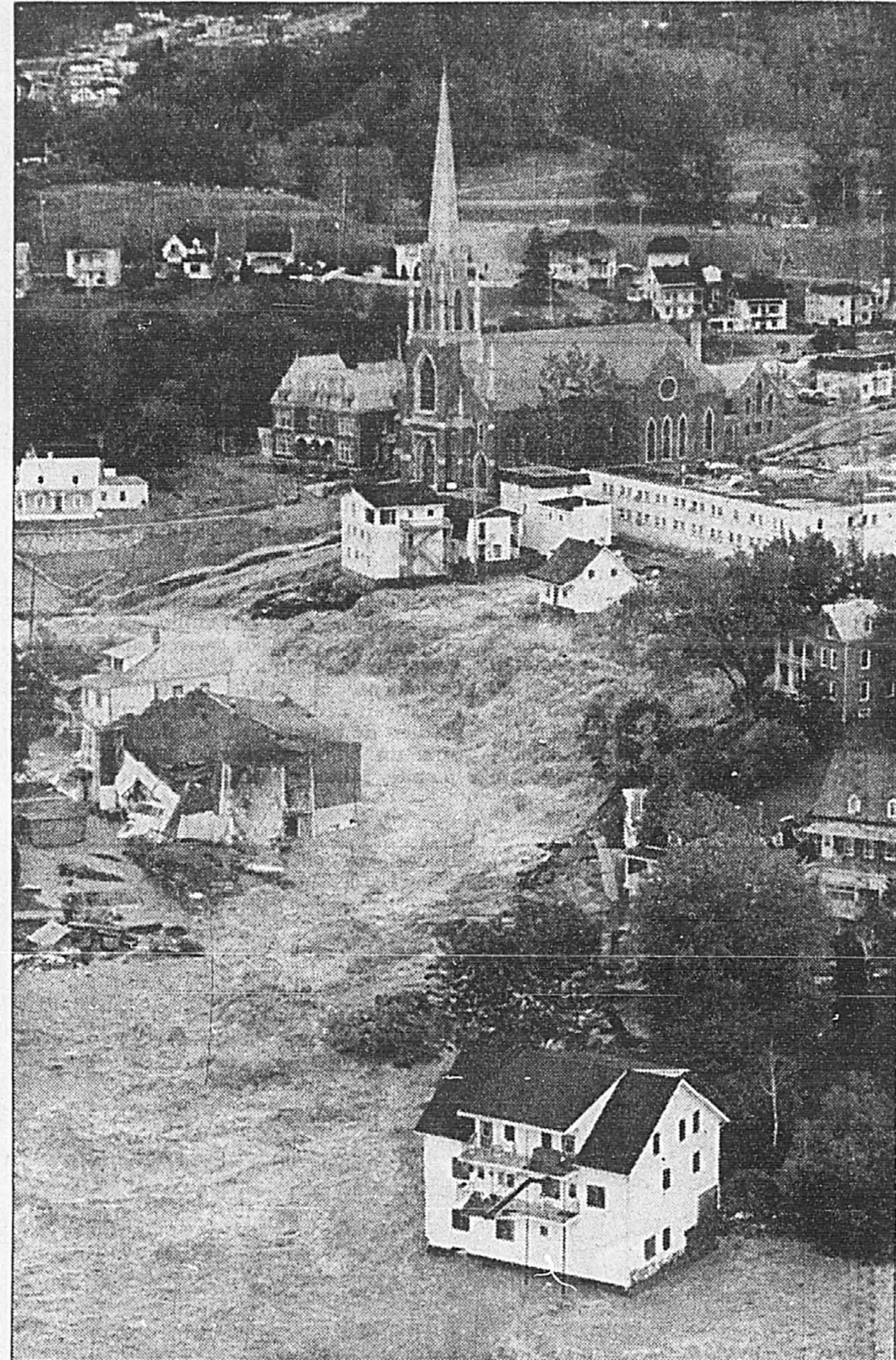


juillet 1996

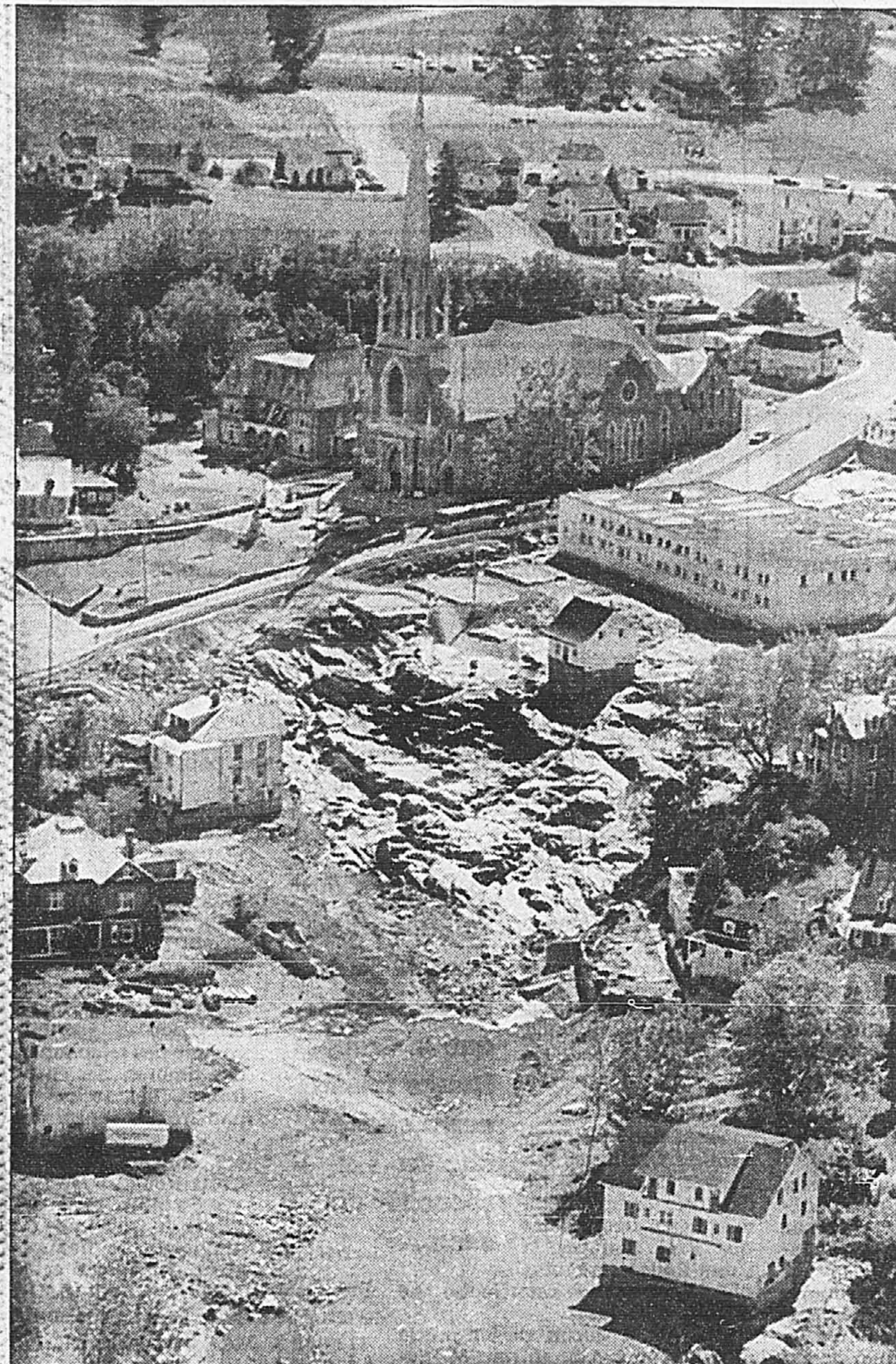


juillet 1997

Une autre rivière de La Baie, la rivière à Mars, a fait des siennes pendant les inondations. Ici aussi il a fallu reconstruire un pont.



juillet 1996

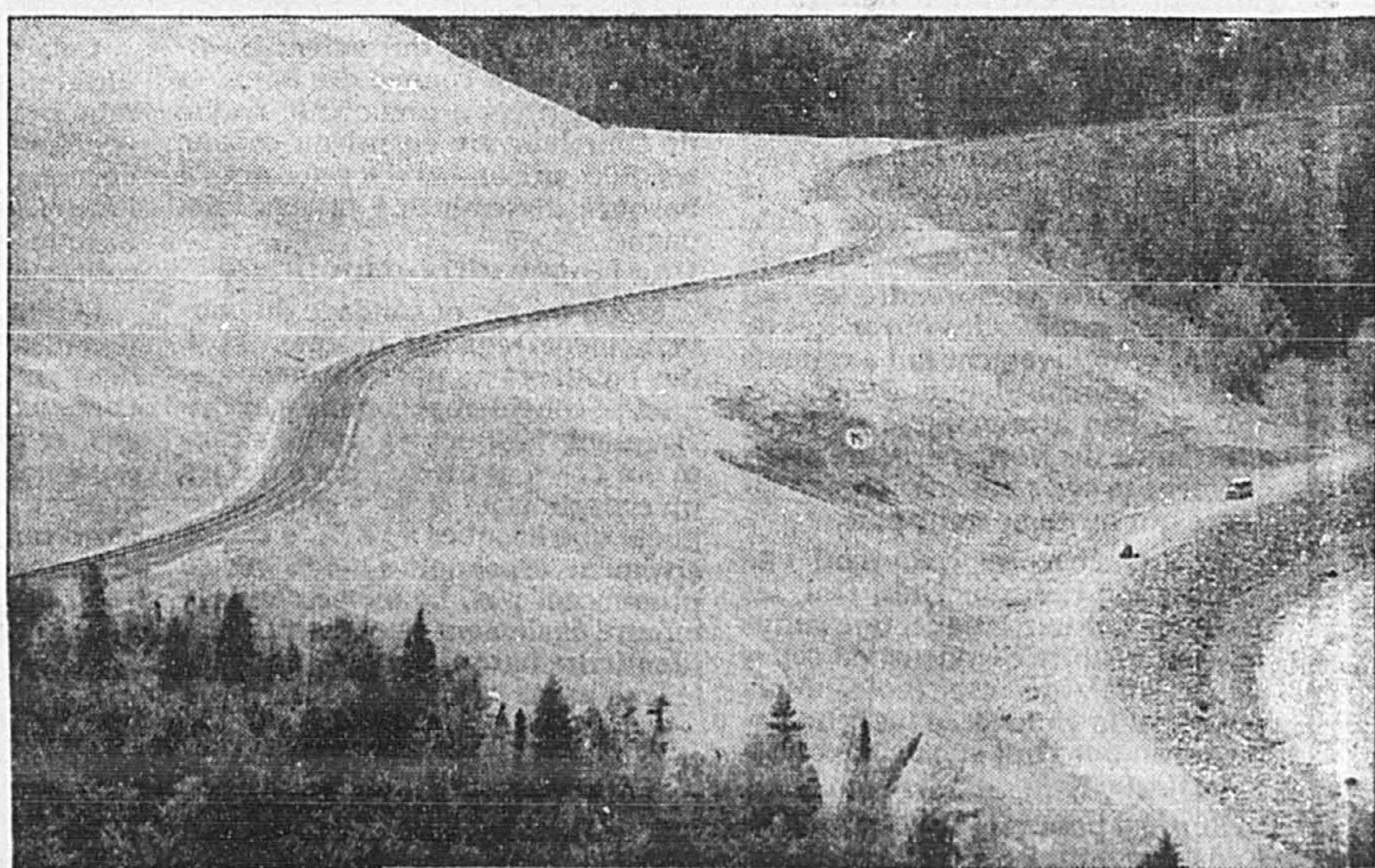


juillet 1997

Devenue le symbole de la ténacité saguenéenne, la petite maison blanche (au centre de la photo), qui a résisté au déluge, garnit maintenant les albums photos de milliers de touristes. Le sort du quartier du Bassin fait toutefois encore l'objet de débats.



juillet 1996

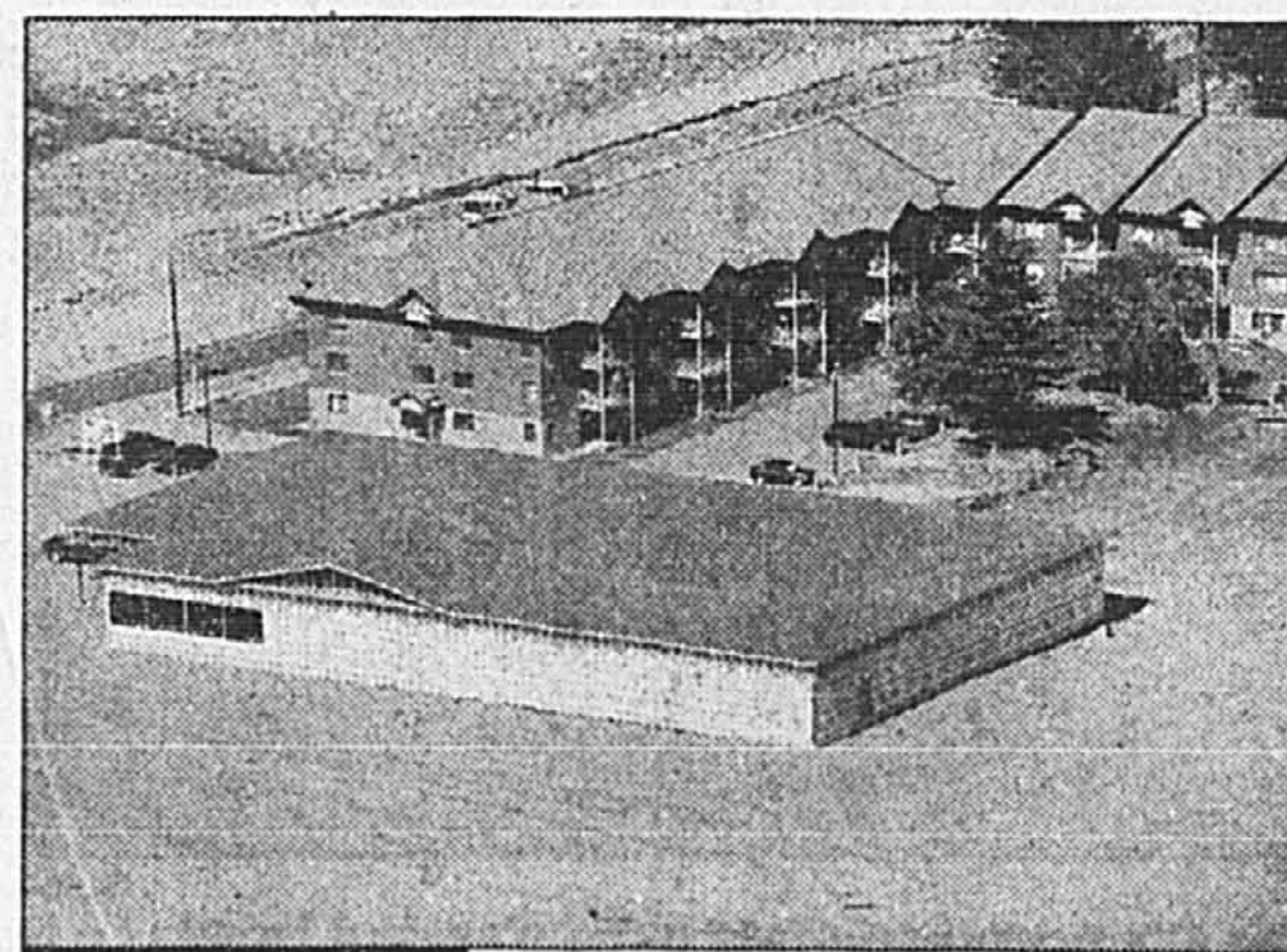


juillet 1997

Entre Laterrière et La Baie, la topographie des lieux a considérablement changé à la faveur de la reconstruction de ce tronçon du chemin de fer de la compagnie Alcan, qui traversait la rivière à Mars.



juillet 1996



juillet 1997

On achève la reconstruction de cette salle de quilles de La Baie, qui s'était effondrée pendant les inondations. Plusieurs immeubles commerciaux voisins ont aussi essuyé les foudres de Dame Nature.



juillet 1997

Propriétaire d'un dépanneur à La Baie, Kelly Claveau a raconté l'an dernier comment il avait demandé à sa statue du Sacré-Coeur de «faire sa job» et de limiter les dégâts. Depuis, M. Claveau a acquis une nouvelle statue, qu'il a dévotement abritée sous un socle de verre, afin qu'elle surveille sans relâche la rivière.



juillet 1996

## KATIA GAGNON

Je n'étais jamais allée au Saguenay avant le 20 juillet 1996. En plein désastre, alors qu'on se demandait encore si la petite maison blanche allait tenir le coup, j'avais pris le pouls d'une région dévastée par la plus grande catastrophe naturelle de l'histoire du Québec. Un an plus tard, plusieurs chantiers tirent déjà à leur fin et nous montrent l'ampleur de la détermination qu'il aura fallu aux Saguenéens pour rebâtir leur région. «Les gens ont beaucoup de courage ici», lançait sobrement un jeune guide aux touristes venus prendre la mesure des dégâts. On ne peut dire plus vrai. Même s'ils ont vu leur maison détruite par les rivières, qu'ils ont eu une compensation souvent bien inférieure au prix de revente de leur résidence, évaluation municipale oblige, la grande majorité des Saguenéens que j'ai rencontrés sont loin de s'apitoyer sur leur sort.

Bien sûr, certains demeurent insatisfaits et n'hésitent pas à le dire, comme le propriétaire de ce bar situé dans le quartier du bassin, à Chicoutimi, qui profite de l'affluence touristique pour faire voir son mécontentement. «Sinistré-frustré, pas d'argent», a-t-il écrit en grandes lettres noires sur ce qu'il reste de son établissement.

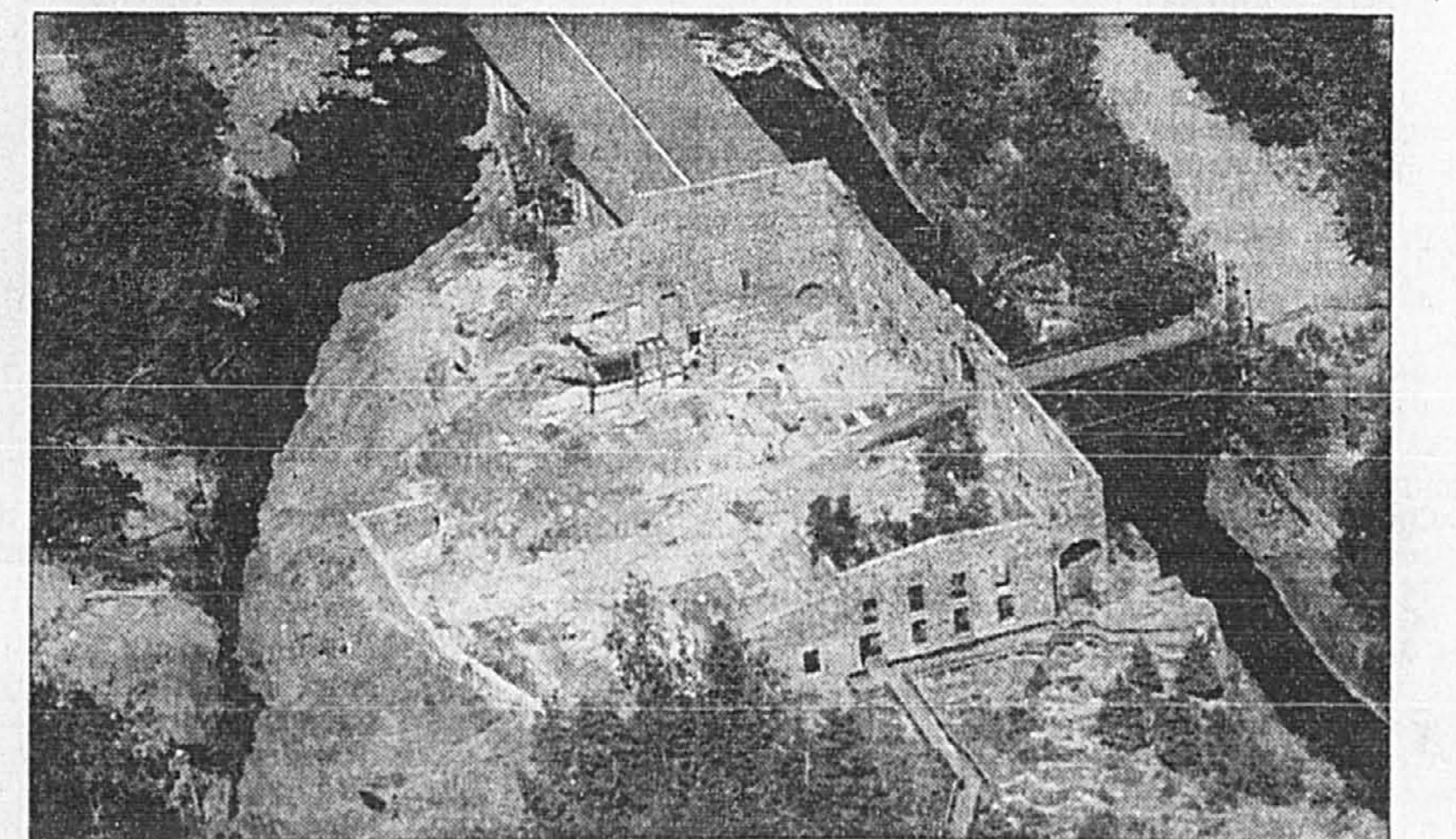
Mais, en contrepartie, il faut voir l'énergie avec laquelle Monique Otis, la directrice du domaine du lac Ha! Ha! s'est attaquée à la relance de son lieu de villégiature, elle qui aurait eu toutes les raisons d'abandonner, avec un lac à moitié vide, des installations dévastées et un carnet de réservations vierge.

Il faut voir aussi la fougue avec laquelle les entrepreneurs saguenéens ont défendu leur part du marché dans cette reconstruction qui alléçait des entreprises de partout au Québec. «J'espère que tu vas faire concevoir ton pont à Chicoutimi parce que ta femme ne dépense pas une cenne dans les centres commerciaux de Jonquières», lançait Jean-Yves Bouchard, un urbaniste de la région, à l'endroit du représentant d'un bureau d'architectes de la capitale venu dresser les plans d'un pont.

Certains jettent même un regard plutôt optimiste vers l'avenir: le déluge aura permis à la région, au-delà des petites querelles de clocher, de se serrer les coudes et de prendre un nouveau départ, au plan économique notamment. «Ça va être l'occasion d'une relance beaucoup plus générale», estime le maire de Ferland-Boilleau, Léon Simard. Si c'est le cas, attention: les Saguenéens partent de loin, mais ils ont toute l'obstination de la tortue de la fable.



juillet 1996



juillet 1997

Les ruines de la Vieille Pulperie de Chicoutimi, transformées depuis des années en un musée qui abrite aussi l'ancienne demeure du peintre Arthur Villeneuve, ont résisté aux assauts de la rivière Chicoutimi. C'est un grand pan de l'histoire industrielle et culturelle du Saguenay qui a ainsi échappé au désastre.

**Photos:**  
Rémi Lemée, *La Presse*, 1997  
Pierre Côté, *La Presse*, 1996  
Pierre McCann, *La Presse*, 1996  
**Graphisme:**  
Sylvie Larouche

# La Croix-Rouge a su redorer son image au Saguenay



Charles Côté

**L**e directeur général de la division québécoise de la Croix-Rouge était en vacances quand la catastrophe a frappé l'est du Québec, il y a un an. Comme tous ses collègues, Ré Jean Séguin a repris le travail précipitamment, le dimanche 21 juillet, alors que le Québec réalisait l'ampleur du désastre. Trois jours plus tard, la Croix-Rouge lançait le Don de la solidarité et demandait 2 millions pour les victimes des rivières déchainées.

« Ce jour-là, on savait alors qu'il y avait 7 000 évacués, explique M. Séguin. Plus tard, il y en aurait presque 17 000. Normalement, pour les trois premiers jours, ça coûte 300 \$, fois 7000, ça donne 2 millions. Notre objectif correspondait aux besoins immédiats. »

Qui aurait prédit que, dans les six mois qui suivraient, le fonds d'aide humanitaire recueillerait presque 30 millions ? « On ne sait jamais, avec une collecte de fonds, si la mélasse va prendre ou pas, si les gens vont avoir confiance », remarque le directeur de la Croix-Rouge.

« L'élément numéro un de cette réussite, explique-t-il, c'est l'appui immédiat et inconditionnel des médias. Le mardi matin, avant même la conférence de presse, tous les journaux avaient un encadré qui disait "on appuie la levée de fonds". Tous les réseaux de télévision sont embarqués. »

Entre-temps, lundi soir, le gouvernement lançait deux fonds, l'un pour la reconstruction et l'autre pour l'aide humanitaire, et décidait que ce dernier serait géré par la Croix-Rouge. « C'était une marque de confiance. »

Dès le vendredi, six jours après le déluge, la Croix-Rouge avait déjà reçu 4 millions en dons de solidarité. « A partir de ce moment, on s'est dit qu'on ne fixait plus d'objectif. » Dimanche, les premiers bons d'achat étaient distribués aux sinistrés.

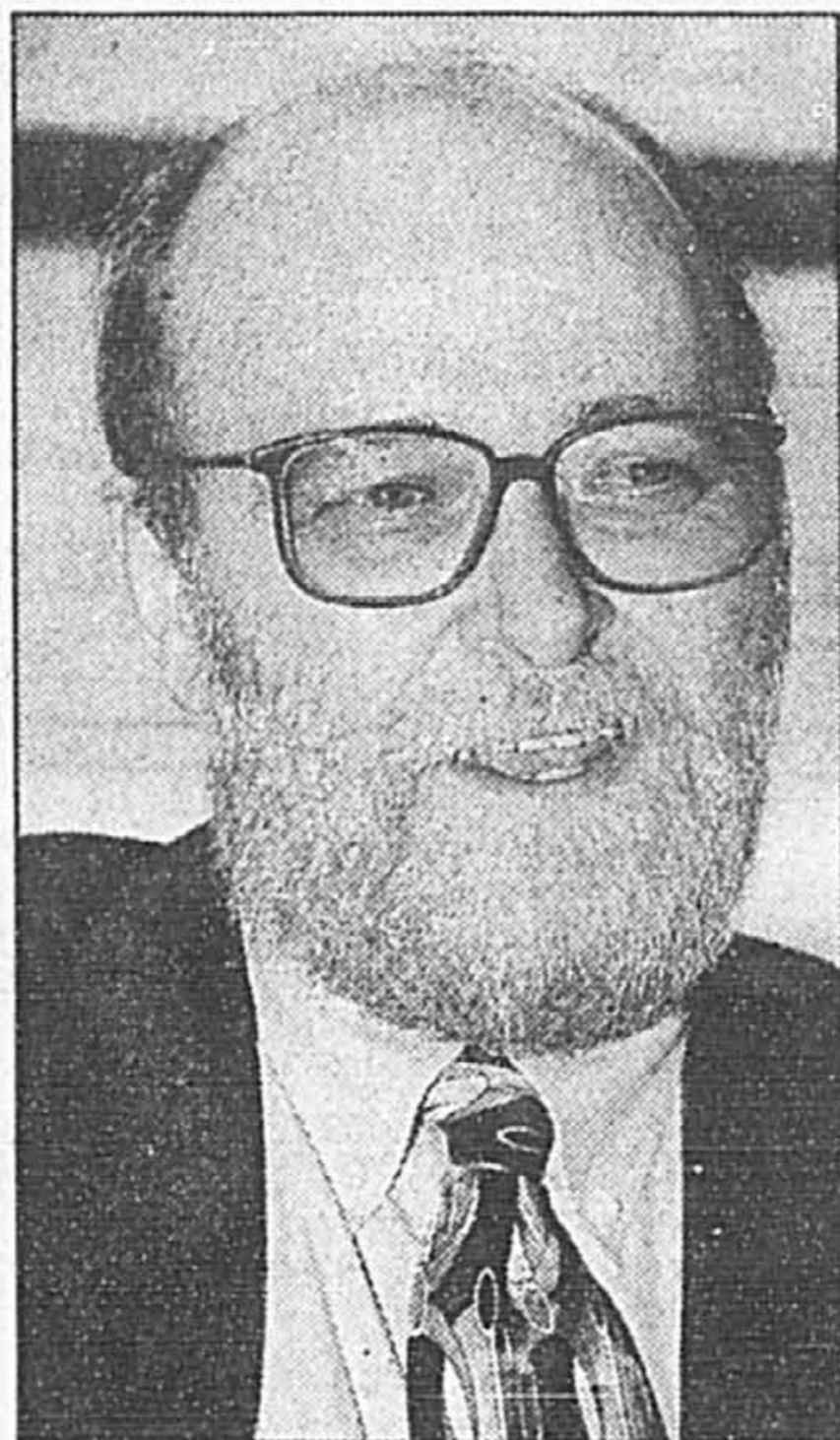
Cette première semaine de l'opération humanitaire de la Croix-Rouge a donné le ton à toutes les autres qui ont suivi. « Pour l'ensemble des permanents et des bénévoles de la Croix-Rouge, c'était le moment le plus important. C'était de voir la confiance que les gens nous témoignaient. Plus on avançait, plus on sentait un poids et une responsabilité, mais plus c'était stimulant de voir qu'on aidait nos concitoyens, et que l'ensemble de la population du Québec et du Canada nous appuyait. Ça a été extrêmement réconfortant pour nous. »

## Un effet salutaire

Cette grande claque dans le dos a eu un effet salutaire pour la Croix-Rouge, qui défrayait la manchette depuis deux ans avec le scandale du sang contaminé. D'ailleurs, la même semaine, la Croix-Rouge annonçait qu'elle contestait devant la Cour fédérale d'appel les pouvoirs de la commission Krever de la blâmer, elle et ses dirigeants, pour la distribution de sang contaminé par les virus du sida et de l'hépatite, dans les années 80.

« Les gens du Québec et du Canada se sont rendu compte que la Croix-Rouge faisait autre chose que de recueillir du sang et de le distribuer dans les hôpitaux. Il y a une autre partie de la Croix-Rouge qui fait du travail humanitaire, qui aide les plus démunis. Ça a donné une autre vision de la Croix-Rouge et ça a eu cet effet positif, même si c'était dans des circonstances pénibles pour les gens du Saguenay. Mais quand on y travaillait, c'était très loin de nos préoccupations. »

Comment la Croix-Rouge a-t-elle pu réagir à ce sinistre d'une ampleur inégalée dans l'histoire récente du pays ? « L'urgence, c'est notre métier à la Croix-Rouge, répond M. Séguin. Partout dans le



**Le directeur général de la division québécoise de la Croix-Rouge, Ré Jean Séguin, affirme avoir vécu l'expérience la plus « forte » de sa carrière, l'été dernier au Saguenay.**

monde, elle est toujours la première sur place. On s'est dit : si on ne le fait pas, quelqu'un d'autre va le faire, mais il ne le réussira pas aussi bien que nous. »

« Nous avons adapté des méthodes de la Croix-Rouge américaine, parce que nous n'avions jamais fait une intervention de cette envergure au Canada. La Croix-Rouge canadienne nous a aussi beaucoup aidés avec la récolte de fonds à travers le Canada. Toutes les relations avec les grandes banques et les grandes entreprises ont été faites à partir d'Ottawa. »

Ré Jean Séguin affirme avoir vécu l'expérience la plus « forte » de sa carrière, l'été dernier. Il a passé la plus grande partie de son temps sur le terrain, au Saguenay, pendant les mois d'août et septembre.

« S'il y a une chose que je veux souligner, c'est l'apport des bénévoles (il y en a eu 1 700). C'était une source de motivation et une leçon d'humanité. Je me suis retrouvé comme le fils spirituel de notre fondateur Henri Dunant. Il avait constaté à la bataille de Solferino, en Italie, qu'il y a beaucoup de générosité spontanée autour du champ de bataille, mais il n'y avait personne pour l'organiser. Plus de

## Le Don de la solidarité

### REVENUS AU 31 MARS

Dons.....	29 497 067 \$
Remboursements de TPS et TVQ.....	842 171 \$
Intérêts.....	366 241 \$
<b>TOTAL.....</b>	<b>30 705 452 \$</b>

### DÉPENSES

Nourriture, vêtements.....	7 241 049 \$
Hébergement.....	2 511 940 \$
Meubles et fournitures.....	7 353 583 \$
Santé.....	327 542 \$
Travail.....	706 737 \$
Engagements estimés.....	4 000 000 \$
<b>TOTAL.....</b>	<b>22 140 851 \$</b>

Excédent au 31 mars..... 8 564 601 \$

Don au Manitoba..... 1 500 000 \$

**EXCÉDENT AU 16 JUILLET.....plus de 7 000 000 \$**

Nombre de personnes aidées.....plus de 16 000

Source : Croix-Rouge



150 ans plus tard, on a fait la même chose. On a canalisé la générosité, et en ce sens-là, on était en plein dans la mission de la Croix-Rouge. »

## Un surplus de 7 millions

Le 31 mars, quand la Croix-Rouge a fait le bilan de sa dernière année financière, le Don de la solidarité affichait un solde de 8,5 millions, sur 30,7 millions de revenus. Depuis 1,5 million de dollars ont pris le chemin du Manitoba, éprouvé par les débordements de la rivière Rouge.

Reste donc un excédent de 7 millions qui n'est pas près d'être dépensé, compte tenu des règles très strictes que s'est données la Croix-Rouge... à moins qu'une nouvelle catastrophe ne s'abatte sur le pays.

« Il n'y a aucun projet précis pour cet argent-là, affirme M. Séguin. Cela demeure de l'argent pour les sinistrés. On ne le dépensera pas à des choses qui ne sont

pas essentielles. On a déjà eu cette discussion au sujet des chalets des sinistrés. L'argent ne s'en ira pas non plus dans les coffres de la Croix-Rouge pour ses opérations courantes. »

La Croix-Rouge a d'ailleurs frôlé la crise financière l'an dernier, car elle a couvert les 3 millions de frais d'administration de l'opération humanitaire.

« Le gouvernement nous a donné presque 2 millions, les commanditaires 500 000 \$ en biens et services, comme des téléphones, des timbres, des enveloppes, des reçus, du papier, des repas, des véhicules. Le reste a été couvert par la Croix-Rouge. »

« En plus, on a été privés de trois mois de campagne de financement, de juillet à octobre. Ça a eu des répercussions. On a terminé l'année avec un déficit de 412 000 \$. Mais c'est peu, conclut M. Séguin, considérant qu'en septembre, on avait envisagé un déficit de 1 ou 1,5 million. »

# Des milliers de barrages « orphelins » dont on ne sait toujours rien

En feuilletant le volumineux rapport de la Commission scientifique et technique sur la gestion des barrages, l'ingénieur Roger Nicolet attire l'attention sur certaines cartes recouvertes d'une multitude de petits triangles rouges.



Pierre Gingras

« Quand on les examine de près, on a peine à croire que ces innombrables points sont autant de barrages et de digues. Et l'inventaire présenté dans le document est incomplet. La semaine dernière, le ministre de l'Environnement et de la Faune, David Cliche, estimait que l'on pouvait compter 10 000 ouvrages de retenue de toutes sortes sur les rivières du Québec. »

Le sujet préoccupe l'ex-président de la commission. « Bien sûr, il ne faut pas paniquer, mentionne M. Nicolet. Mais il ne faudrait pas attendre non plus que deux ou trois campeurs soient emportés par une digue qui a cédé à la suite d'un coup d'eau avant d'examiner la situation attentivement. Une foule de ces ouvrages ont été construits il y a quelques décennies pour le flottage du bois. Ils sont souvent tombés dans l'oubli et ils n'ont pas été entretenus. Des barrages « orphelins » qui peuvent parfois représenter un danger potentiel. »

Celui qui a été durant quelques années président de l'Union des municipalités régionales de comté (UMRCQ) déplore que le sujet ne

préoccupe guère les MRC. Pourtant, dit-il, en raison de leur grande connaissance du territoire, elles pourraient, à très peu de frais, contribuer de façon significative à faire cet inventaire et à dresser le bilan de l'état de ces infrastructures.

Roger Nicolet constate qu'un an après le déluge du Saguenay, bien peu de régions, ailleurs au Québec, sont sensibilisées aux problèmes que peuvent poser les ouvrages de retenue et les zones inondables. Même le gouvernement le reconnaît.

Mais la commission Nicolet a le mérite d'avoir éveillé le gouvernement Bouchard à ce sujet. On a commencé à remettre à jour le premier répertoire réalisé en 1982 mais jamais mis à jour depuis. Plusieurs données, a-t-on déjà constaté, même sur des ouvrages considérables, étaient erronées. Mais le travail qui était incomplet à l'époque sera parachevé, une opération qui ne se fera pas cependant du jour au lendemain, reconnaît-on.

## Des recommandations

Roger Nicolet et les autres membres de la commission ont aussi d'autres raisons de se réjouir. À sa demande, le gouvernement a accepté de revoir la Loi sur le régime des eaux dès cet automne, un processus juridique qui s'échelonne sur plusieurs années, un peu comme la réforme du Code civil, dit-on au comité interministériel qui veille au suivi du rapport Nicolet, un groupe présidé par le ministre Jacques Brassard. On révisera les normes de construction et de exploitation des barrages et autres ouvrages de retenue des eaux.



**Roger Nicolet : « Le désastre a permis aux gens de réaliser qu'ils n'avaient jamais eu leur mot à dire sur la gestion de l'eau sur leur territoire... »**

Formée dans les jours qui ont suivi le sinistre, la Commission scientifique et technique sur la gestion des barrages a rendu son rapport à la fin de janvier, dans les délais prévus, après une quinzaine de rencontres publiques très médiatisées. Sans imputer la responsabilité des dommages à qui que ce soit, une tâche qui sera du ressort des tribunaux, la Commission a formulé une soixantaine de recommandations afin de limiter les dégâts en pareille situation qui cette fois, reconnaît-on, était exceptionnelle.

Les commissaires conseillaient notamment d'améliorer le réseau de communications afin que les décisions puissent être prises en tenant compte de toutes les données essentielles, une lacune importante les 19 et 20 juillet 1996.

La recommandation de mettre sur pied un réseau de surveillance des rivières a trouvé écho rapidement, si bien qu'au printemps, on a pu suivre jour après jour l'évolution de la crue. La création de comités de gestion de bassins hydrographiques est déjà en branle.

Celui du lac Kénogami a déjà tenu plusieurs réunions jusqu'à maintenant. Sept autres comités, pour autant de rivières, ont aussi été formés dans la région et devraient prendre leur envol d'ici peu.

« Le désastre a permis aux gens de réaliser qu'ils n'avaient jamais eu leur mot à dire sur la gestion de l'eau sur leur territoire. Désormais, l'aménagement d'une rivière sous toutes ses formes ne pourra se faire sans que la population ne soit impliquée », constate M. Nicolet.

PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Actualités

# Immigrants en région

## Échec à Rimouski ; succès à Chicoutimi



Gérald Leblanc

Hull, mais aussi à Rimouski, Chicoutimi, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Joliette et Drummondville.

L'échec de Rimouski sonne-t-il le glas du projet cher au jeune ministre Boisclair ? Pas vraiment, car Rimouski pourrait constituer l'exception à une règle de réussite dans l'ensemble du Québec.

Pas facile de joindre les responsables, des régions ou du ministère, en ces semaines de vacances générales, mais des bribes cueillies ici et là tendent en effet à démontrer que tout va bien à Chicoutimi, à Drummondville et même à Joliette, où l'opération avait connu des ratés de départ.

### Mirsada de Chicoutimi

À la Maison des familles, organisme parrain de la régionalisation à Chicoutimi, c'est Mirsada Smera qui répond au téléphone et témoigne du succès de l'opération. Arrivée il y a 14 mois, elle s'est tellement bien intégrée qu'elle est devenue interprète et téléphoniste.

Les 14 familles accueillies en 1996 et 1997 sont toujours à Chicoutimi et tout le monde parle d'un franc succès. Une première famille partira cette semaine pour Sherbrooke, mais il s'agit vraiment d'un geste humanitaire puisqu'on veut aller secourir une parente, veuve et mère de trois enfants.

Marie Pelletier et Claude Bélanger sont enchantés de toute l'affaire. « Les réfugiés de 1997 sont encore au COFI, mais ceux de 1996 sont tous placés : au travail, dans des stages ou à l'école », dit M. Bélanger, qui souligne le profil industriel favorable du Saguenay pour les réfugiés bosniaques.

« À part quelques remarques sur les voleurs de job, la majorité des gens est fière de l'expérience, qui a été enrichissante et emballante », ajoute Mme Pelletier, en précisant qu'une cinquantaine de réfugiés, ce n'est quand même pas l'invasion.



En février dernier, le couple Radomir et Snjezana Grandic, des réfugiés croates établis à Joliette, saisissaient *La Presse* de certaines difficultés éprouvées au cours de leur installation en sol québécois.

À Drummondville, c'est Paul Ladora, petit-fils d'un immigrant italien du début du siècle, qui a réussi à placer presque tous les adultes de sa dizaine de familles. « Le fait que je sois moi-même enfant d'immigrants a peut-être aidé », me dit M. Ladora, un fonctionnaire à la retraite qui a repris du service comme bénévole.

À Joliette, où l'on a connu des ratés de départ, on vient de perdre deux des cinq familles yougoslaves, qui sont déménagés à Montréal, mais on en recevra six autres mercredi. Et c'est Mme Goyak, ré-

fugiée de l'an dernier, qui est devenue interprète pour le CREDIL, l'organisme parrain de la région.

On comptera bientôt un autre membre de la colonie puisqu'on y prépare un mariage entre une veuve de Joliette et un veuf de Montréal, nous annonce Bernard Bohmert, président du CREDIL, beaucoup plus optimiste que lors de notre passage cet hiver.

### Une recette scandinave

En l'absence du ministre Boisclair, son chef de cabinet, Luc Dorais, indique que l'on est satisfait

du programme, qui continue.

« Il s'agit d'un processus lent et fragile, mais on semble en présence d'une tendance durable. Il ne faut cependant pas rêver en couleur et se trouver heureux d'une régionalisation de un à deux pour cent par année. »

Quant à l'échec de Rimouski, M. Dorais, tout comme les parrains locaux, l'attribue en premier lieu à la force d'attraction des parents et amis de Kitchener, London, Niagara Falls et autres villes ontariennes.

Il s'agit d'une erreur dans le processus de sélection, car d'habitude le Québec n'accepte pas de réfugiés ayant des parents ailleurs au Canada, sachant qu'ils finiront par se regrouper.

Dans l'autopsie de la situation préparée par Urgence Rurale, l'organisme parrain de Rimouski, on souligne aussi les problèmes de communication avec des gens dont personne ne parlait la langue.

On a compris, sur le tard, qu'il fallait des gens capables de faire le lien entre les réfugiés et la communauté locale, des gens comme Milan Avdalovic, ou Mirsada Smera à Chicoutimi ou Mme Goyak à Joliette.

Dans ses études en Suède, l'économiste montréalais Henry Milner avait noté que la méthode du parrainage avec des compatriotes était couronnée de succès pour l'intégration des immigrants.

Il faudrait peut-être reprendre les observations du professeur Milner dans la régionalisation québécoise de l'immigration.

Entre-temps, il semble qu'à Rimouski, on se contentera dorénavant des stages d'immersion d'immigrants déjà installés à Montréal et intéressés à connaître les avantages de s'installer en région.

C'est à la faveur d'un de ces stages que Milan Avdalovic était entré en contact avec les gens du Bas-du-Fleuve.

Rimouski n'est vraiment pas chanceux avec ses immigrants ! La métropole du Bas-du-Fleuve n'avait gardé qu'une seule de ses 17 familles de réfugiés de la mer vietnamiens de 1979.

Ce fut encore pire avec les réfugiés yougoslaves : les 14 familles bosniaques arrivées l'hiver dernier sont toutes parties en Ontario.

Ironie du sort ou prix de consolation, Milan Avdalovic, l'interprète appelé en catastrophe pour enoyer l'exode, ne reviendra pas à Montréal, car il s'est installé à Rimouski.

« Les gens étaient très méfiants et ne croyaient personne, moi pas plus que les autres », dit Milan, lui-même réfugié yougoslave, à Montréal depuis deux ans et maintenant à l'aise en français.

Le projet de Rimouski s'insérait dans une offensive provinciale de régionalisation des immigrants, particulièrement des réfugiés. On voulait briser quelque peu le moule des deux Québec : une métropole multiethnique et une province homogène.

Des quelque 5000 réfugiés de l'ex-Yougoslavie accueillis depuis 1992, 80 % ont ainsi été dirigés à l'extérieur de l'île de Montréal, surtout à Québec, Sherbrooke et

DIS ASTÉRIX, IL Y A DES ROMAINS AU MUSÉE ?

OUI OBÉLIX, MAIS IL NE FAUT PAS LES TOUCHER.

# ASTÉRIX, L'EXPOSITION

UNE AVENTURE À TRAVERS 500 OEUVRES

Jusqu'au 16 novembre 1997

Une nouvelle aventure d'Astérix vous attend au Musée des beaux-arts de Montréal. À travers les sympathiques personnages de la bande dessinée, découvrez les richesses de la civilisation celtique et de l'art gallo-romain. Suivez le guide Astérix!

**M**

MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL

Ouvert du mardi au dimanche de 11h à 18h (jusqu'à 21h le mercredi). Pavillon Benaiah Gibb, 1379, rue Sherbrooke Ouest. Information: (514) 285-2000 www.mbam.ca

Mazda 626 LX 1997

# 279\$\*

LOCATION par mois/24 mois

Incluant entretien sans frais!

FINANCEMENT\*

# 3,9%

Achat

## TOUTE BONNE CHOSE A UNE FIN!

Vous aimeriez que l'été dure toujours et que cette offre imbattable de votre concessionnaire Mazda sur la 626 LX 1997 dure aussi longtemps ? Impossible! C'est pour un temps limité seulement que nos prix de location et taux de financement sont à leur plus bas sur notre performante berline familiale. Sans oublier que la 626 LX est dotée d'une liste impressionnante d'équipements de série qui la rend encore plus irrésistible.

Alors, locataire ou propriétaire, à vous de choisir. Mais faites vite, voyez votre concessionnaire Mazda dès aujourd'hui, car cette offre risque de passer encore plus vite que l'été.

Les concessionnaires Mazda du Québec

**EMPORTE-MOI**

Le modèle illustré peut différer et est utilisé à titre indicatif seulement. \*Modèles 626 LX 1997, modèle F4LS77AA00 seulement. Pour la location: transport et préparation de 750 \$; comptant initial de 1 800 \$; premier mois et dépôt de 350 \$ exigés. 20 000 km par an, frais de 8¢ le km additionnel, immatriculation, assurances et taxes en sus. Pour l'achat: ce taux d'intérêt s'applique pour un terme allant jusqu'à 48 mois à tous les modèles neufs 626 1997. Sur approbation de crédit de Crédit Mazda Canada inc. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre offre. Des conditions s'appliquent. Voir les concessionnaires participants pour les détails. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. \*Certaines restrictions s'appliquent à l'offre d'entretien.

## Politique

# Une affaire de harcèlement sexuel vient ternir la réputation du système judiciaire des Forces armées

Presse Canadienne  
GAGETOWN, Nouveau-Brunswick

Une affaire de harcèlement sexuel survenue à la base militaire de Gagetown, au Nouveau-Brunswick, et gardée secrète jusqu'ici, remet une fois de plus en cause l'intégrité du système judiciaire des Forces armées canadiennes.

Une source anonyme a mis les médias du Nouveau-Brunswick sur la piste, mais les responsables militaires ont refusé d'en rajouter. Il a fallu attendre hier, alors que le brigadier-général Cameron Ross quittait le commandement de la base, pour qu'il révèle quelques détails de l'histoire.

Le brigadier-général a confié

qu'une enquête avait été menée après qu'une femme membre des Forces armées eut déposé contre des officiers des plaintes de harcèlement sexuel et d'abus d'autorité.

M. Ross a ajouté qu'un « comité consultatif sur le harcèlement », récemment mis sur pied et constitué de six officiers, a confirmé que certaines personnes avaient effective-

ment harcelé la plaignante, mais que nul n'avait abusé de son autorité.

Cameron Ross s'est dit « absolument satisfait » du travail du comité, jugeant que ses membres avaient mené leur enquête de façon indépendante et transparente.

Il a précisé qu'en vertu de la Loi sur la protection de la vie privée, il ne peut divulguer les noms des personnes impliquées, pas plus que leur nombre ni la nature exacte des gestes reprochés. Cependant, il a dit qu'il ne s'agissait pas d'agression physique, mais de « gestes faits dans un milieu de travail et ayant causé un malaise à la plaignante ».

Le brigadier-général Ross a dit qu'aucune mesure disciplinaire ne serait prise, mais il pourrait y avoir des mesures « administratives », tels des avis communiqués par écrit ou verbalement.

Cette histoire fait dire au colonel à la retraite Michel Drapeau qu'il est temps de créer un poste d'ombudsman ou d'inspecteur général des Forces armées.

M. Drapeau estime que la chaîne de commandement et le culte de la loyauté entre militaires découragent les membres des forces de déposer contre leurs supérieurs ou d'autres soldats des plaintes de harcèlement, de sorte que « plusieurs incidents du genre ne sont

jamais rapportés, et quand ils le sont et font l'objet d'une enquête, le colonel Drapeau croit que les victimes n'est jamais certaine que l'enquête est menée objectivement ».

Si des propositions de modifications « cosmétiques » du système judiciaire militaire ont été lancées, le colonel Drapeau croit que les meilleures recommandations sont celles de la Commission d'enquête sur les événements de Somalie.

Le rapport de la commission Lévesque a établi que trop de pouvoirs discrétionnaires en matière de justice militaire échoient aux officiers supérieurs et que ces derniers ne devraient plus avoir le privilège de superviser des enquêtes.

## Le Reform en croisade contre la libération des criminels dangereux

HUGUETTE YOUNG  
Presse Canadienne, OTTAWA

Les réformistes ont repris leur croisade contre la clause 7-45 du Code pénal qui permet aux meurtriers comme Clifford Olson de faire réviser leur cas afin d'obtenir une libération conditionnelle après 15 ans.

Au cours d'une conférence de presse hier, le critique réformiste en matière de justice, Jack Ramsey, a demandé à la ministre de la Justice, Anne McLellan, d'abroger cette clause au lieu de faire des réformettes.

« La ministre a 30 jours pour arrêter sa décision. Cette clause était une erreur », a-t-il dénoncé vigoureusement.

Or, Mme McLellan n'a pas l'intention de bouger. « Pour elle, le dossier est clos », a fait savoir un porte-parole de son bureau, Pierre Gratton. Elle appuie les changements « très responsables » apportés par son prédécesseur, Allan Rock, et n'en a pas d'autres en tête. Selon M. Gratton, la ministre albertaine comprend les inquiétudes des victimes et a l'intention de faire davantage pour leurs droits.

Accompagné de Gary Rosenfeldt, dont le fils est l'une des 11 victimes de Clifford Olson, M. Ramsey a souligné qu'il était temps pour le gouvernement de montrer de la « compassion » à l'endroit des victimes et de leurs familles.

« Quand ces gens pourront-ils avoir un peu de paix pour qu'ils puissent fermer la porte sur cet horrible événement ? » a-t-il plaidé.

« Les changements ne sont que cosmétiques, ils n'abrogent pas le 7-45 », a signalé M. Chuck Cadman, un député réformiste de la

Colombie-Britannique, dont le fils a été tué par un jeune contrevenant.

M. Rosenfeldt a déploré que M. Olson, l'auteur de crimes odieux, ait droit à une audience pour décider s'il aura droit à une libération conditionnelle. « Les meurtriers doivent purger une peine de 25 ans d'emprisonnement sans possibilité de libération conditionnelle ; mais en vertu de la clause 7-45 du Code pénal, leur cas peut être révisé après 15 ans.

Le ministre de la Justice Allan Rock avait apporté des assouplissements à la clause 7-45, mais aux

yeux de M. Ramsey, cela ne suffit pas. Et les changements ne sont pas survenus à temps pour empêcher M. Olson de se prévaloir d'une audience, prévue pour le 18 août.

M. Ramsey demande à Mme McLellan de s'engager à garder les criminels dangereux sous les verrous pendant 25 ans sans perspective de libération conditionnelle.

De plus, a exhorté le député réformiste, le gouvernement devrait présenter un projet de loi pour modifier le Code criminel, de sorte que les meurtriers purgent des sentences consécutives à vie.

# Obtenez 3 200\$ de rabais\*



## Aerosport XLT 97

### ÉQUIPEMENTS DE SÉRIE :

- Moteur V6 de 3 L
- Transmission automatique 4 vitesses
- Climatiseur
- 7 passagers
- Radio AM/FM stéréo/cassettes
- Porte-bagages
- Sac gonflable côté conducteur



PLUS

### GROUPE DÉCOR SPORT :

- Pare-chocs métallisé ultra-brillant
- Marchepieds
- Peinture deux tons
- Jupe de pare-chocs avant
- Calandre de teinte harmonisée
- Bandes décoratives

# 16 995 \$\*\*

\* 3 200 \$ est composé de 2 000 \$ de remise du manufacturier et de 1 200 \$ de rabais. \*\* 3 200 \$ de rabais et de remise inclus. TPS et TVQ payables sur le plein prix d'achat avant la déduction de la remise. Transport (875 \$), immatriculation et taxes applicables en sus.

Commanditaire officiel des Expos de Montréal



OFFRE D'UNE DURÉE TRÈS LIMITÉE

PROGRAMME POUR DIPLÔMÉS : Obtenez un rabais supplémentaire de 750 \$. Voyez votre concessionnaire pour les détails.



Vos concessionnaires Ford et vos concessionnaires Lincoln Mercury

